

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3458

19 novembre 2014

SOMMAIRE

Babet S.à r.l.	165940	Cinoor S.à r.l.	165942
BASIP SPF	165938	CIP - it works	165967
BBB Industries Lux Holdings S.à r.l.	165938	CIS Internet Holding (GP)	165953
Benelux Taxis S.à r.l.	165938	Classifieds Asia Extra S.à r.l.	165951
Best Buy International Finance S.à r.l. ..	165939	Covidien Group S.à r.l.	165943
BFC S.à r.l.	165939	Covidien Holdings S.à r.l.	165943
BKS Europe - Luxembourg S.à r.l.	165940	Covidien International S.à r.l.	165943
Bloemers Finance B.V./S.à r.l.	165940	Cozen s.à r.l.	165941
BM Holdings S.à r.l.	165939	Credit Suisse Specialised Capital (Luxem- bourg) S.A.	165948
Bolton Square S.A.	165941	ECommerce Taxi Asia S.à r.l.	165959
Bombardier Transportation Luxembourg Finance	165939	ECommerce Taxi (GP) S.à r.l.	165962
BSJ Properties S.A.	165941	Essen German Holdings AREIII (Luxem- bourg) S.à r.l.	165961
BSJ Properties S.A.	165938	Euro Invest Holding S.à r.l.	165969
Bulco S.à r.l.	165940	European Property Lux AcquiCo 3 S.à r.l.	165955
BUPA Europe Limited	165945	Galerie d'Art Recto Verso S.à r.l.	165964
Business Office Services International S.A.	165939	I.T.I. S.A.	165965
BVLUX	165940	I.T.I. S.A. SPF	165965
Capac S.A.	165943	J.Reiff s.à r.l.	165944
Carlo Pazolini Participations S.à r.l.	165941	Lee Cooper International Management S.à r.l. & Partners S.C.A.	165984
Cash & Go S.A.	165942		
Chester Investor Holdings S.à r.l.	165941		
Chi Holdings S.à r.l.	165942		

BASIP SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 171.228.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Annuelle en date du 8 septembre 2014

Suivant une décision de l'Assemblée Générale Annuelle, il a été décidé:

Révocation de Madame Olga Jerohina, comme commissaire aux comptes avec effet du 31.12.2013;

Nomination de Monsieur Mikhail Kiselev, né le 21 décembre 1971 à Moscou, Russie, adresse professionnelle 4, rue Jean Engling, L-1466, Luxembourg, comme commissaire aux comptes avec effet du 01.01.2014 jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'année 2020.

Luxembourg, le 23.10.2014.

Référence de publication: 2014164603/14.

(140187844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

BBB Industries Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.547,50.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 173.123.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164605/10.

(140187856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Benelux Taxis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 218, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 24.165.

—
Les déclarations au 31 décembre 2013 visées à l'article 70 b) et c) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

et

les comptes annuels consolidés révisés au 31 décembre 2013 de la maison mère Voyages Emile Weber S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014164607/14.

(140187565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

BSJ Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 86.698.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire tenue en date du 10 septembre 2014 que:

- Gestman S.A. a démissionné de son poste de commissaire.

- A été nommée au poste de Commissaire en remplacement du commissaire démissionnaire:

* Gestal Sàrl, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 184722 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014164621/16.

(140188145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Best Buy International Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 22.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.067.

Les comptes annuels consolidés au 1^{er} février 2014 de la société mère (BEST BUY CO., INC.) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2014164608/14.

(140187757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

BFC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 3, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 89.747.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BFC SARL

Référence de publication: 2014164609/10.

(140188280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Bombardier Transportation Luxembourg Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 73.989.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164598/10.

(140188076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Business Office Services International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 143.674.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014164624/10.

(140188055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

BM Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 269.945,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.039.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164617/10.

(140187993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Bloemers Finance B.V./S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 155.314.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 Octobre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014164595/12.

(140187466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Babet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2242 Luxembourg, 1, rue Isaac Newton.

R.C.S. Luxembourg B 115.566.

Extrait du procès-verbal du Conseil de Gérance tenue en date du 15 octobre 2014

Le Conseil décide de:

- transférer le siège social de la société de 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg à 1, rue Isaac Newton, L-2242 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014164599/13.

(140188032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

BKS Europe - Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 134.734.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164615/9.

(140187978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Bulco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3240 Bettembourg, 68, rue Michel Hack.

R.C.S. Luxembourg B 74.202.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164623/9.

(140187831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

BVLUX, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5533 Remich, 47, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 49.059.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014164625/11.

(140187736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

BSJ Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 86.698.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014164622/10.

(140188146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Bolton Square S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 105.698.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014164619/13.

(140188000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Carlo Pazolini Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.
R.C.S. Luxembourg B 121.287.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés le 22.10.2014 à 09:29, Réf. L140186477 par dépôt rectificatif, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Carlo Pazolini Participations S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014164627/12.

(140188099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Chester Investor Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.221.256,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 162.468.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164632/10.

(140187834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Cozen s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3862 Schifflange, 56A, Cité Op Soltgen.
R.C.S. Luxembourg B 143.054.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164664/9.

(140187593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Chi Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 93.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 179.262.

—
EXTRAIT

En date du 22 octobre 2014, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Alan Botfield, en tant que gérant B de la Société, est acceptée avec effet au 15 octobre 2014;
- Zuzanna Zielinska-Rousseau, née le 13 août 1977 à Chojnice, Pologne, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été élue gérant B de la Société avec effet au 15 octobre 2014 et ce pour une période indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014164633/15.

(140187445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Cash & Go S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 31, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 94.586.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2014 que:

Les mandats des membres du Conseil d'Administration étant venus à échéance, l'Assemblée Générale décide de reconduire les mandats des administrateurs

- Monsieur Jacques BAUER, né le 08.09.1967 à Luxembourg, demeurant à L-6990 Rameldange, 35C, rue Principale
- Monsieur Marc WAGENER, né le 26.08.1965 à Luxembourg, demeurant à L-1467 Howald, 77, rue Henri Entringer.
- Monsieur Michel THILMANT, né le 25.10.1959 à Longlier, demeurant à B - 6840 Neufchâteau, 30, rue de la Faloise
- Monsieur Emmanuel HUOT-SOUDAIN, né le 20 juin 1968 à Besançon (France), demeurant à F-57480 Sierck-les-Bains, 14, rue du Castel

pour un an, expirant lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur l'exercice 2014.

L'Assemblée Générale décide de reconduire le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Emmanuel HUOT-SOUDAIN, né le 20 juin 1968 à Besançon (France), demeurant F - 57480 Sierck-les-Bains, 14, rue du Castel pour une période d'un an, expirant lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur l'exercice 2014.

L'Assemblée Générale décide de nommer la société ERNST & YOUNG S.A., ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L - 5365 Munsbach, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47 771, en tant que réviseur d'entreprises agréée pour réviser les comptes de la société pour l'exercice 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juin 2014.

CASH AND GO S.A.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014164649/28.

(140188292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Cinoor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 134.057.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 rectifiés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg suite à une erreur dans les comptes initialement déposés le 25 juillet 2014 avec référence L140130820.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014164635/11.

(140187387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Covidien Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 300.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 61.111.

Il est à noter que l'adresse de M. Erik de Gres, gérant de la Société, est désormais la suivante: 3b Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Covidien Group S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014164640/14.

(140188281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Covidien Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3b, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 190.515.

Il est à noter que l'adresse de M. Erik de Gres, gérant de la Société, est désormais la suivante: 3b Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Covidien Holdings S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014164641/14.

(140188269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Covidien International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3b, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 190.511.

Il est à noter que l'adresse de M. Erik de Gres, gérant de la Société, est désormais la suivante: 3b Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Covidien International S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014164642/14.

(140188270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Capac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 67, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 111.440.

Les comptes annuels au 30/06/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

EASIT SA

Signature

Référence de publication: 2014164645/12.

(140187753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

J.Reiff s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 77, Zone Industrielle In den Allern.

R.C.S. Luxembourg B 137.130.

L'an deux mille quatorze, le trente septembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

Madame José Henriette Anne Marie dite Josette DORMANS, cultivatrice, née à Wiltz le 1^{er} mars 1958, demeurant à L-9911 Troisvierges, 77, Zone Industrielle in den Allern,

Laquelle comparante agissant en sa qualité d'associée unique de la société à responsabilité limitée "J. REIFF S.à r.l." avec siège social à L-9911 Troisvierges, 77, Zone Industrielle In den Allern,

constituée suivant acte reçu par Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux, en date du 13 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 925 du 15 avril 2008,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 137.130.

a requis le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide d'élargir l'objet social de la société et en conséquence de modifier l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** La société a pour objet

- 1) l'achat-vente, import-export de machines, de matériel et de produits agricoles de tout genre;
- 2) la location de machines agricoles et industrielles avec ou sans chauffeur;
- 3) l'exploitation d'une entreprise de construction pour le gros oeuvre;
- 4) les activités d'entrepreneur en travaux de maçonnerie et de béton;
- 5) tous travaux de terrassements et d'entretien d'espaces verts;
- 6) l'achat, la vente, la mise en valeur, la transformation et la location d'immeubles appartenant ou destiné à son propre patrimoine immobilier;
- 7) l'exploitation d'un centre de contrôle ainsi que le contrôle technique de véhicules de tout type et de machines agricoles;
- 8) la réparation et l'entretien de véhicules de tout type et de machines agricoles;
- 9) le commerce de pièces de rechange pour véhicules, de pneus et d'accessoires, de lubrifiants et d'huile;
- 10) le commerce de plaquettes et d'autres types de combustible;
- 11) le commerce de semences, de plantes, et de produits phyto-pharmaceutiques.

La société a également pour objet toutes activités qui se rattachant directement ou indirectement à l'objet principal.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.»

Deuxième résolution

L'Associée unique décide de nommer Monsieur Christoph MEYERS, né le 21 octobre 1988 à Prüm (D), demeurant à D-54619 Üttfeld-Binscheid, Lindenhof 1, en qualité de gérant technique, ayant le pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle pour les activités énumérées sous 7)-9) de l'objet social.

Troisième résolution

L'Associée unique précise que le gérant technique, Monsieur Joseph REIFF est habilité à engager la société par sa signature individuelle pour les activités énumérées sous 1, 2, 6, 10 et 11 de l'objet social et que le gérant administratif, Madame Josette DORMANS a un pouvoir de signature individuel pour toutes les affaires relevant du domaine administratif courant, y inclus toutes opérations bancaires

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Les frais du présent acte à la charge de la société sont évalués à 750.-€.

Déclaration de la comparante

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances

médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Josette DORMANS, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 1^{er} octobre 2014. Relation: DIE/2014/12416. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162450/64.

(140184368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

BUPA Europe Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 133.882.

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth of October.

Before Us Maître Henri Beck, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of BUPA Europe Limited, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of England and Wales, having its registered office in the United Kingdom at Bupa House, 15-19 Bloomsbury Way, London WC1A 2BA, registered with the Companies House under the number 02657383,

having its central administration («administration centrale») and main centre of interests («centre des intérêts vitaux») at L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 133.882.

The company has transferred its central administration («administration centrale») and main centre of interests («centre des intérêts vitaux») to the Grand Duchy of Luxembourg by deed of the notary Henri HELLINCKX, residing in Luxembourg, on the 13th of July 2007, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 2976 of December 21, 2007.

The corporate capital is set at ten thousand five hundred thirty-four pounds sterling (£ 10,534.-) divided into ten thousand five hundred thirty-four (10,534) ordinary shares with a nominal value of one pound sterling (£ 1.-) each.

There appeared:

BUPA INVESTMENTS LIMITED, a company incorporated under the laws of England and Wales, whose registered office is at Bupa House, 15-19 Bloomsbury Way, London WC1A 2BA, United Kingdom, registered with the Companies House under the number 00902253 (the Sole Shareholder);

represented by Mahboob Ali MERCHANT, Director, with professional address at Bupa House, 15-19 Bloomsbury Way, London WC1A 2BA, United Kingdom.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. The Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1.- Approval of the accounts established on October 14, 2014.

2.- Retransfer of the central administration («administration centrale») and main centre of interests («centre des intérêts vitaux») of the company from the Grand Duchy of Luxembourg to the United Kingdom at Bupa House, 15-19 Bloomsbury Way, London WC1A 2BA.

3.- Adoption of the Company's new bylaws.

4.- Acceptance of the resignation, with discharge, of Mr. Barry BLACK and Mr. Jean LAMBERT as managers of the company.

5.- Appointment of the following persons as directors/managers of the company BUPA EUROPE LIMITED, with effect from the passing of all resolutions at the general meeting of shareholders held in the United Kingdom approving, amongst other things, the retransfer of the central administration («administration centrale») and main centre of interests («centre des intérêts vitaux») of the Company in the United Kingdom:

- Mr. Charles Austen Richardson, residing at 2 Vale Row, London, N5 1LL, United Kingdom,

- Mr. Gareth Morris Evans, residing at 7 Dukes Wood Avenue, Gerrards Cross, Buckinghamshire, SL9 7JX, United Kingdom.

6.- Empowerment and authorization to any employee of the office of Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach (Grand Duchy of Luxembourg) to proceed with the deregistration of the Company with the Luxembourg Trade and Companies' Register, on the basis of proof of the passing of all resolutions at a general meeting of shareholders in the United Kingdom approving, amongst other things, the retransfer of the central administration («administration centrale») and main centre of interests («centre des intérêts vitaux») of the Company in the United Kingdom.

7.- Items 2,3,4, 5 and 6 of the agenda of the meeting will be taken under the suspensive condition of the passing of all resolutions at a general meeting of shareholders in the United Kingdom approving, amongst other things, the retransfer of the central administration («administration centrale») and main centre of interests («centre des intérêts vitaux») of the Company in the United Kingdom.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder approves the accounts established on October 14, 2014.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to retransfer the central administration («administration centrale») and main centre of interests («centre des intérêts vitaux») of the company from the Grand Duchy of Luxembourg to the United Kingdom at Bupa House, 15-19 Bloomsbury Way, London WC1A 2BA.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to adopt the Company's new bylaws. A copy of the said bylaws will remain attached to the present deed to be registered with it.

Fourth resolution

The Sole Shareholder accepts the resignation, with discharge, of Mr. Barry BLACK and Mr. Jean LAMBERT as managers of the company.

Fifth resolution

The Sole Shareholder appoints the following persons as directors/managers of the company BUPA EUROPE LIMITED, with effect from the passing of all resolutions at a general meeting of shareholders held in the United Kingdom approving, amongst other things, the retransfer of the central administration («administration centrale») and main centre of interests («centre des intérêts vitaux») of the Company in the United Kingdom:

- Mr. Charles Austen Richardson, residing at 2 Vale Row, London, N5 1LL, United Kingdom,
- Mr. Gareth Morris Evans, residing at 7 Dukes Wood Avenue, Gerrards Cross, Buckinghamshire, SL9 7JX, United Kingdom.

Sixth resolution

The Sole Shareholder decides to empower and authorise any employee of the office of Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach (Grand Duchy of Luxembourg) to proceed with the deregistration of the Company with the Luxembourg Trade and Companies' Register, on the basis of proof of the passing of all resolutions at

a general meeting of shareholders in the United Kingdom approving, amongst other things, the retransfer of the central administration («administration centrale») and main centre of interests («centre des intérêts vitaux») of the Company in the United Kingdom.

Suspensive condition

Items 2,3,4, 5 and 6 of the agenda of the meeting will only be taken under the suspensive condition of the passing of all resolutions at general meeting of shareholders in the United Kingdom approving, amongst other things, the retransfer of the central administration («administration centrale») and main centre of interests («centre des intérêts vitaux») of the Company in the United Kingdom.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately three thousand Euro (EUR 3.000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the appearing party, the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille quatorze, le quatorze octobre.

Par devant nous Maître Henri BECK, notaire, résidant à Echternach, Grand-Duché du Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de BUPA Europe Limited, une société de droit anglais, ayant son siège social au Royaume-Uni, Bupa House, 15-19 Bloomsbury Way, Londres WC1A 2BA, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 02657383,

ayant son administration centrale et son centre d'intérêts vitaux à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133.882.

La société a transféré son administration centrale et son centre d'intérêts vitaux vers le Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par le notaire Henri HELLINCKX, de résidence à Luxembourg, en date du 13 juillet 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2976 du 21 décembre 2007.

Le capital social est fixé à dix mille cinq cent trente-quatre pound sterling (£ 10.534,-) divisé en dix mille cinq cent trente-quatre (10.534) actions ordinaires d'une valeur nominale de un pound sterling (£ 1,-) chacune.

A comparu:

BUPA INVESTMENTS LIMITED, une société constituée sous le droit anglais, ayant son siège social à Bupa House, 15-19 Bloomsbury Way, Londres WC1A 2BA, Royaume-Uni, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 00902253 (l'Associé Unique);

ici représenté par Mahboob Ali MERCHANT, Directeur, avec adresse professionnelle à Bupa House, 15-19 Bloomsbury Way, Londres WC1A 2BA, Royaume-Uni.

I. L'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé de la manière suivante:

1.- Approbation des comptes arrêtés au 14 octobre 2014.

2.- Retransfert de l'administration centrale et du centre d'intérêts vitaux de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers le Royaume-Uni, à Bupa House, 15-19 Bloomsbury Way, Londres WC1A 2BA.

3.- Adoption des nouveaux statuts de la Société.

4.- Acceptation de la démission, avec décharge de Monsieur Barry BLACK et de Monsieur Jean LAMBERT en tant que gérants de la société.

5.- Nomination des personnes suivantes comme directeurs/gérants de la société BUPA EUROPE LIMITED, avec effet au jour de l'adoption de toutes les résolutions par l'assemblée générale des associés au Royaume-Uni approuvant, entre autres, les formalités de retransfert de l'administration centrale et du centre d'intérêts vitaux de la société vers le Royaume-Uni:

- Monsieur Charles Austen Richardson, demeurant à 2 Vale Row, Londres, N5 1LL, Royaume-Uni,

- Monsieur Gareth Morris Evans, demeurant à 7 Dukes Wood Avenue, Gerrards Cross, Buckinghamshire, SL9 7JX, Royaume-Uni.

6.- Octroi du pouvoir et de l'autorisation à tout employé de l'étude de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg) de procéder au désenregistrement de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés luxembourgeois, sur base de la preuve de l'adoption de toutes les résolutions par l'assemblée générale des associés au Royaume-Uni approuvant, entre autres, les formalités de retransfert de l'administration centrale et du centre d'intérêts vitaux de la société vers le Royaume-Uni.

7.- Les points 2,3,4,5 et 6 de l'ordre du jour seront pris sur la condition suspensive de l'adoption de toutes les résolutions par l'assemblée générale des associés au Royaume-Uni approuvant, entre autres, les formalités de retransfert de l'administration centrale et du centre d'intérêts vitaux de la société vers le Royaume-Uni.

III. L'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'approuver les comptes arrêtés au 14 octobre 2014.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de retransférer l'administration centrale et du centre d'intérêts vitaux de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers le Royaume-Uni, à Bupa House, 15-19 Bloomsbury Way, Londres WC1A 2BA.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'adopter les nouveaux statuts de la Société. Une copie desdits statuts restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter la démission, avec décharge de Monsieur Barry BLACK et de Monsieur Jean LAMBERT en tant que gérants de la société.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de nommer les personnes suivantes comme directeurs/gérants de la société BUPA EUROPE LIMITED avec effet au jour de l'adoption de toutes les résolutions par l'assemblée générale des associés au Royaume-Uni approuvant, entre autres, les formalités de retransfert de l'administration centrale et du centre d'intérêts vitaux de la société vers le Royaume-Uni:

- Monsieur Charles Austen Richardson, demeurant à 2 Vale Row, Londres, N5 1LL, Royaume-Uni,
- Monsieur Gareth Morris Evans, demeurant à 7 Dukes Wood Avenue, Gerrards Cross, Buckinghamshire, SL9 7JX, Royaume-Uni.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide d'octroyer pouvoir et d'autoriser tout employé de l'étude de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg) de procéder au désenregistrement de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés luxembourgeois, sur base de la preuve de l'adoption de toutes les résolutions par l'assemblée générale des associés au Royaume-Uni approuvant, entre autres, les formalités de retransfert de l'administration centrale et du centre d'intérêts vitaux de la société vers le Royaume-Uni.

Condition suspensive

Les points 2,3,4,5 et 6 de l'ordre du jour seront pris sur la condition suspensive de l'adoption de toutes les résolutions par l'assemblée générale des associés au Royaume-Uni approuvant, entre autres, les formalités de retransfert de l'administration centrale et du centre d'intérêts vitaux de la société vers le Royaume-Uni.

Evaluation des frais

Les dépenses coûts, honoraires et charges de toute sorte qui incombent à la société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à trois mille Euros (EUR 3.000.-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite à la partie comparante, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: M. A. MERCHANT, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 15 octobre 2014. Relation: ECH/2014/1907. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162177/184.

(140184514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Credit Suisse Specialised Capital (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 179.646.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FOURTEEN,

ON THE THIRTIETH DAY OF SEPTEMBER.

Before us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

is held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of "Credit Suisse Specialised Capital (Luxembourg) S.A. (the "Company")", a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 179.646, incorporated on 12 August 2013 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2501 of 9 October 2013. The articles of incorporation of the Company have been modified for the last time

pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, on 9 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 1st March 2014, number 553.

The Meeting was opened by Mrs Elisabeth Lasky, Private Employee, professionally residing in Luxembourg, having been appointed chairman,

who appointed as secretary Mrs Sandra Birden, Private Employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Géraldine Nucera, Private Employee,, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, after been signed "ne varietur" by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the Meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders after having been signed by the board of the Meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

II.- It appears from the attendance list that all the shares, representing the entire share capital of the Company are present or represented at this extraordinary general meeting, so that the quorum requirement of fifty percent (50%) of the capital as imposed by article 67-1 of the Luxembourg law of 15 August 1915 on commercial companies, as amended, is met. All the Shareholders have declared that they have been sufficiently informed of the agenda of the meeting beforehand and have waived all convening requirements and formalities. The meeting is therefore properly constituted and can validly consider all items of the agenda.

III.- That the agenda of the present meeting is the following:

1. Amendments to Clause 20 of the articles of association of the Company.
2. Miscellaneous.

The Shareholders envisaged proceeding to the amendments to the articles of association of the Company, in order to clarify the intention of the Shareholders when the articles of association have been amended and restated on 18 October 2013.

After deliberation, the following resolutions were unanimously taken by the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company:

Sole resolution

The Meeting RESOLVES to approve the inclusion of a new Clause 20.7 in the articles of association of the Company:

" 20.7. Dividend rights of B Preference Shares.

20.7.1 In accordance with the general conditions set forth in Clause 20.1 and any terms and conditions contained in any Shareholder Agreement and provided that there are Available Amounts and provided that the allocation of such profits has been decided upon either at the general meeting of the Shareholders, or by the Board of Directors, in accordance with the 1915 Law, each B Preference Share shall confer upon the B Preference Shareholder the right to receive an aggregate annual cash dividend of an amount defined as "B Preference Fixed Dividend", and which will be determined in any Shareholder Agreement.

20.7.2 The dividend entitlement to the B Preference Fixed Dividend shall accrue on a daily basis.

20.7.3 The B Preference Fixed Dividends are cumulative and, if in a financial year the Available Amounts are (after declaration of all dividends ranking ahead of the B Preference Fixed Dividends) not sufficient to pay, in part or in full, the B Preference Fixed Dividends, such part of the B Preference Fixed Dividends that was not capable of being declared (the "Shortfall") shall be carried forward until payment in full and shall be declared, subject to there being sufficient Available Amounts (again after declaration of all dividends ranking ahead of the B Preference Fixed Dividends) to pay all or part of such Shortfall.

20.7.4 The dividend entitlement of a B Preference Shareholder ranks behind the dividend entitlement of the PESCO Shareholders, but in priority to the dividend entitlement of the A PESCO Shareholders, and the Ordinary Shareholders, and accordingly, no dividend shall be paid to any holder of A PESCO or Ordinary Shares for so long as any B Preference Fixed Dividend is in arrears or unpaid."

Costs

The expenses, costs remuneration and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,200.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing persons, whose names, civil status and residences are known to the notary, the appearing persons signed together with the notary the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

AM DREISSIGSTEN SEPTEMBER DES JAHRES ZWEITAUSENDVIERZEHN.

Vor Maître Cosita DELVAUX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

wird eine außerordentliche Hauptversammlung der Gesellschafter der Credit Suisse Specialised Capital (Luxembourg) S.A. (nachstehend "Gesellschaft") abgehalten, eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg bestehende société anonyme mit Sitz 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsund Gesellschaftsregister Luxemburg unter B 179.646, gegründet nach einer von Maître Martine Schaffer Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg am 12. August 2013 errichteten und am 9. Oktober 2013 in dem Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2501 veröffentlichten Urkunde. Die Satzung wurde zuletzt am 9. Dezember 2013 gemäß einer von Maître Paul Decker, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, errichteten und am 1. März 2014 in dem Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 553 veröffentlichten Urkunde geändert.

Die Hauptversammlung wurde geöffnet von Frau Elisabeth Lasky, Privatbeamtin, geschäftsansässig in Luxemburg, der als Vorsitzender handelte,

und, Frau Sandra Birden, Privatbeamtin, geschäftsansässig in Luxemburg als Sekretär (Secretary) ernannt und

Frau Géraldine Nucera, Privatbeamtin, geschäftsansässig in Luxemburg, als Prüfer (scrutineer) ernannt.

Nachdem der Vorsitz der Versammlung bestimmt ist, ersuchte der Vorsitzende den Notar um folgende Beurkundung:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Anteilhaber, die Vertreter der vertretenen Anteilhaber und die Anzahl ihrer Anteile sind auf einer Anwesenheitsliste angezeigt; diese Anwesenheitsliste, unterzeichnet von den Anteilhabern, den Vertretern der vertretenen Anteilhaber, den Mitgliedern des Büros und dem unterzeichnenden Notar, wird anliegend bei der gegenwärtigen Urkunde verbleiben.

Die Vollmachten der vertretenen Anteilhaber nachdem sie vom Vorsitz unterzeichnet wurden werden auch anliegend bei der gegenwärtigen Urkunde verbleiben.

II.- Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass alle ausgegebenen und ausstehenden Aktien auf der gegenwärtigen Versammlung anwesend oder vertreten sind, so dass das fünfzig Prozent (50%) Quorum des Artikel 67-1 des Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 für eine Versammlung erreicht ist. Alle Gesellschafter erklären an über die Punkte der Tagesordnung vor der Versammlung informiert worden zu sein und alle Gesellschafter erklären auf die Einberufungsformalitäten verzichtet zu haben.

III.- Die Tagesordnung der Versammlung ist die folgende:

1. Änderung von Klausel 20 der Satzung der Gesellschaft
2. Verschiedenes.

Die Gesellschafter wollen mit den geplanten Änderungen der Satzung die Absicht der Gesellschafter klären, als die Satzung geändert worden war am 18. Oktober 2013.

Nach Beratung wurden folgende Beschlüsse einstimmig von der außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft getroffen

Einzigter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, eine neue Klausel 20.7 in die Satzung der Gesellschaft einzufügen:

" 20.7. Dividendenanspruch von Vorzugsaktien B (B Preference Shares).

20.7.1 In Übereinstimmung mit den allgemeinen Bedingungen die in der Klausel 20.1 und die in einer Aktionärsvereinbarung enthaltenen Bedingungen und unter der Voraussetzung dass es Verfügbare Beträge gibt und vorausgesetzt dass die Zuteilung von solchen Gewinnen entweder von der Hauptversammlung der Aktionäre oder vom Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit dem 1915 Gesetz entschieden wird, gibt jede Vorzugsaktie B dem Inhaber von Vorzugsaktien B das Recht einen gesamten jährlichen bar bezahlten Dividend zu kriegen in einem Betrag der als "Vorzugsaktie B Feste Dividende" (B Preference Fixed Dividend) bezeichnet wird, und der in einer Aktionärsvereinbarung bestimmt wird.

20.7.2 Der Dividendenanspruch des Vorzugsaktie B Feste Dividende läuft auf einer täglichen Basis an.

20.7.3 Die Vorzugsaktien B Feste Dividenden sind kumulativ und, im Falle wo in einem finanziellen Jahr die Verfügbare Beträge nicht ausreichen (nach Festsetzung (declaration) aller Dividenden die Vorrang über die Vorzugsaktien B Festen Dividenden haben), um die Vorzugsaktien B Festen Dividenden teilweise oder ganz zu bezahlen, wird der Teil der Vorzugsaktien B Festen Dividenden das nicht bezahlt wurde (der "Shortfall") vorgetragen bis zur vollständigen Bezahlung und muss festgesetzt (declared) werden, sofern es ausreichend Verfügbaren Beträge gibt (nach Festsetzung aller Dividenden die Vorrang über die Vorzugsaktien B Feste Dividenden haben) um den Shortfall auszuzahlen.

20.7.4 Die Dividendenberechtigung der Inhaber von Vorzugsaktien B rangiert hinter der Dividendenberechtigung von Inhaber von PESCs, aber vor den Inhabern von A PESCs und den Inhabern von Stammaktien und dementsprechend wird keine Dividende an einen Inhaber von A PESCs oder Inhaber von Stammaktien bezahlt so lange wie die Vorzugsaktie B Feste Dividende in Verzug oder unbezahlt ist."

Kostenschätzung

Die Ausgaben, Honorare und Gebühren jeglicher Form, die von der Gesellschaft in Zusammenhang mit dieser Urkunde zu tragen sind werden, auf ca. EUR 1.200,- geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass diese Urkunde auf Wunsch der obigen Erschienenen in englischer Sprache verfasst ist, und dem englischen Text eine deutsche Version folgt. Auf Wunsch derselben Erschienenen hat im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version Vorrang.

Daraufhin wurde die vorliegende notarielle Urkunde an dem eingangs genannten Tag in Luxemburg errichtet.

Nachdem die Urkunde den Erschienenen, repräsentiert wie oben beschrieben, die dem Notar mit Familiennamen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannt sind, vorgelesen wurde, unterzeichneten die besagten Erschienenen gemeinsam mit dem Notar diese Originalurkunde.

Gezeichnet: E. LASKY, S. BIRDEN, G. NUCERA, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 07 octobre 2014. Relation: LAC/2014/46715. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): I. THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. Oktober 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014162208/146.

(140185361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Classifieds Asia Extra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 181.092.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of October,
before us, Maître Pierre Probst, notary, residing in Ettelbruck, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1. Car Classifieds Asia S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 180.458, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg,

being the holder of twelve thousand four hundred ninety nine (12,499) shares

here represented by Mr Ulrich Binninger, manager of companies, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Berlin on the 14th August 2014; and in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the 15th August 2014 and

2. Bambino 53. V V UG, a Unternehmensgesellschaft existing under the laws of Germany, registered at the Commercial Register in Berlin-Charlottenburg under number HRB 126893 B, having its registered office at Johannisstr. 20, 10117 Berlin,

being the holder of one (1) share

here represented by Mr Ulrich Binninger, manager of companies, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Berlin on the 14th August 2014.

The said proxies, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders, representing the entire share capital of Classifieds Asia Extra S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 181.092 and incorporated pursuant to a deed of the notary Henri Hellinckx residing in Luxembourg on 11th October 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3082 dated 5th December 2013. The articles of association have not been amended since.

The appearing parties representing the entire share capital declare having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

165952

Agenda

1. Decision to transfer the registered office of the Company and subsequent amendment of article four point one (4.1) of the articles of association of the Company.

2. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

Sole Resolution

The general meeting of shareholders resolves to transfer the registered office of the Company, with effect as of the first day of October 2014, to the following address: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

As a consequence, the general meeting of shareholders resolves to the amendment of article four point one (4.1) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ **4.1.** The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.”

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately six hundred forty euro (EUR 640.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendvierzehn, am neunten Oktober

vor uns, Maître Pierre Probst, Notar mit Amtssitz in Ettelbruck, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1. Asia Internet Holding S.à r.l eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 177.038,

Inhaberin von zwölftausendvierhundertneunundneunzig (12,499) Geschäftsanteilen,

hier vertreten durch Herrn Ulrich Binninger, Geschäftsführer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 14. August 2014, ausgestellt in Berlin, Deutschland und Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg vom 15. August 2014, und

2. Bambino 53. V V UG eine Unternehmensgesellschaft, bestehend nach dem deutschen Recht, eingetragen im Handelsregister Berlin-Charlottenburg unter der Nummer HRB 126893 B, mit Sitz in Johannisstrasse 20, 10117 Berlin,

Inhaberin von einem (1) Geschäftsanteil,

hier vertreten durch Herrn Ulrich Binninger, Geschäftsführer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 14. August 2014, ausgestellt in Berlin, Deutschland.

Besagte Vollmachten, welche von den erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar „ne varietur“ paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienenen Parteien sind Gesellschafterinnen, die das gesamte Gesellschaftskapital der Classifieds Asia Extra S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 181.092 und gegründet gemäß einer Urkunde vom 11. Oktober 2013 von Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 3082 am 05. Dezember 2013. Die Satzung der Gesellschaft ist seither nicht geändert worden.

Da die erschienenen Gesellschafterinnen das gesamte Gesellschaftskapital vertreten und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet haben, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über alle Punkte der folgenden Tagesordnung entscheiden:

165953

Tagesordnung

1. Beschluss über die Verlegung des Gesellschaftssitzes und anschließende Änderung von Artikel vier Punkt eins (4.1) der Satzung der Gesellschaft.

2. Verschiedenes.

Nach ordnungsgemäßer Beratung über jeden Tagesordnungspunkt beschließt die Gesellschafterversammlung einstimmig den folgenden Beschluss und ersucht den Notar, diese zu beurkunden:

Einzigter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, den Gesellschaftssitz mit Wirkung vom 1. Oktober 2014 auf die folgende Adresse zu verlegen: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtums Luxemburg.

Infolgedessen beschließt die Gesellschafterversammlung die Änderung von Artikel vier Punkt eins (4.1) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

" **4.1.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg."

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Erklärung der Gesellschafter

Die Gesellschafter erklären hiermit, dass sie die dinglich Begünstigte der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigt, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr sechshundertvierzig Euro (EUR 640.-) geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Senningerberg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist den Vertretern der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt sind, verlesen und vom Notar gemeinsam mit diesen Vertretern unterzeichnet worden.

Gezeichnet: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 13 octobre 2014. Relation: DIE/2014/12962. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd. (signé): Recken.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begeh und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 20. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014162200/122.

(140185082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

CIS Internet Holding (GP), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 177.025.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of October
before us, Maître Pierre Probst, notary, residing in Ettelbruck, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

ECommerce Holding II S.à r.l a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 177.435, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"),

being the holder of twelve thousand five hundred (12,500) shares,

here represented by Mr Ulrich Binninger, manager of companies, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the 15th of August 2014.

The said proxy, initialled “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of CIS Internet Holding (GP) a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 177.025 and incorporated pursuant to a deed of the notary Henri Hellinckx residing in Luxembourg on 29th April 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1504 dated 25th June 2013. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of Henri Hellinckx on 10th March 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1136, dated 6th May 2014 (the “Company”).

The appearing party representing the entire share capital declares having waived any notice requirement; the sole shareholder may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Decision to transfer the registered office of the Company and subsequent amendment of article four point one (4.1) of the articles of association of the Company.

2. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolution:

Sole Resolution

The sole shareholder resolves to ratify the transfer the registered office of the Company, with effect as of the first day of October 2014, to the following address: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

As a consequence, the sole shareholder resolves to the amendment of article four point one (4.1) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ 4.1. The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.”

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately six hundred forty euro (EUR 640.-€).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendvierzehn, am neunten Oktober.

vor uns, Maître Pierre Probst, Notar mit Amtssitz in Ettelbruck, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

ECommerce Holding II S.à r.l. eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Luxemburg eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 177.435,

Inhaberin von zwölftausendfünfhundert (12,500) Geschäftsanteilen,

hier vertreten durch Herrn Ulrich Binninger, Geschäftsführer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 14. August 2014, ausgestellt in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar „ne varietur“ paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigefügt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei ist die einzige Gesellschafterin von CIS Internet Holding (GP), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 177.025 und gegründet gemäß einer Urkunde vom 29. April 2013 von Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1504 am 25. Juni 2013. Die Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt gemäß einer

Urkunde vom Notar Henri Hellinckx am 10. März 2014 geändert, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter Nummer 1136 am 06. Mai 2014 veröffentlicht wurde.

Da die erschienene Gesellschafterin das gesamte Gesellschaftskapital vertritt und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet hat, kann die einzige Gesellschafterin ordnungsgemäß über alle Punkte der folgenden Tagesordnung entscheiden:

Tagesordnung

1. Beschluss über die Verlegung des Gesellschaftssitzes und anschließende Änderung von Artikel vier Punkt eins (4.1) der Satzung der Gesellschaft.

2. Verschiedenes.

Nach ordnungsgemäßer Beratung über jeden Tagesordnungspunkt beschließt die Gesellschafterversammlung einstimmig den folgenden Beschluss und ersucht den Notar, diese zu beurkunden:

Einziger Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, den Gesellschaftssitz mit Wirkung vom 1. Oktober 2014 auf die folgende Adresse zu verlegen: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

Infolgedessen beschließt die Gesellschafterversammlung die Änderung von Artikel vier Punkt eins (4.1) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

" **4.1.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg."

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Erklärung des Gesellschafters

Der Gesellschafter erklärt hiermit, dass er der dinglich Begünstigte der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigt, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr sechshundertvierzig Euro (EUR 640.-) geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Senningerberg zum eingangs erwähnten, Datum aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist den Vertretern der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt sind, verlesen und vom Notar gemeinsam mit diesen Vertretern unterzeichnet worden.

Gezeichnet: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 13 octobre 2014. Relation: DIE/2014/12992. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begeh und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 20. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014162230/111.

(140185206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

European Property Lux AcquiCo 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 191.085.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn,
den dreizehnten Oktober.

Vor Uns dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),

ist erschienen:

„European Property Soparfi 1 S.à r.l.“, eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts mit Sitz in 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter der Nummer B 138.586,

hier vertreten durch Herrn Tobias Lochen, Rechtsanwalt mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, welche am Oktober 2014 ausgestellt in Luxemburg gegeben wurde.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigelegt, um mit demselben registriert zu werden.

Der Erschienene hat in Ausführung seiner Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung (die "Satzung") einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht (société à responsabilité limitée), welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

I. Name, Sitz, Dauer und Gegenstand der Gesellschaft

Art. 1. Die Gesellschaft ist als «société à responsabilité limitée» (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) auf der Grundlage des Gesetzes für Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 einschließlich Änderungsgesetzen gegründet.

Sie führt den Namen "European Property Lux AcquiCo 3 S.à r.l.".

Art. 2. Gesellschaftssitz ist Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Geschäftsführerrats kann der Sitz der Gesellschaft an einen anderen Ort der Gemeinde Luxemburg verlegt werden, und es können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland errichtet werden.

Bei bestehendem oder unmittelbar drohendem politischen, militärischen oder anderweitigem Notfall höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Gesellschaft, der eine normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Geschäftsführerrat durch einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegen. In diesem Fall wird jedoch die Gesellschaft die luxemburgische Nationalität beibehalten.

Art. 3. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Sie kann durch Beschluss der Gesellschafter gemäß Artikel 15 der Satzung jederzeit aufgelöst werden.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Anteilen und Beteiligungen an

a) luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, deren Zweck nach dem Gesellschaftsvertrag oder den Gründungsdokumenten der Erwerb, das Halten, die Verwaltung, die Vermietung, die Entwicklung und die Veräußerung von Immobilien ("Immobilien Gesellschaften") ist; und/oder

b) luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, deren Zweck nach dem Gesellschaftsvertrag oder den Gründungsdokumenten das Halten von Anteilen und Beteiligungen an Immobiliengesellschaften ist.

Zur Unterstützung des Gesellschaftszwecks darf die Gesellschaft alle Tätigkeiten ausüben sowie alle Maßnahmen ergreifen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig sind und die unmittelbar oder mittelbar der Erfüllung ihres Gesellschaftszweckes dienen, z.B. Darlehen an Gesellschaften im Sinne der Buchstaben a) und b) oben, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, gewähren und ihre Vermögensgegenstände belasten und Forderungen aus Rechtsverhältnissen, die sich auf Vermögensgegenstände der Gesellschaft beziehen, als Sicherheit für aufgenommene Darlehen abtreten oder verpfänden, vorausgesetzt die Gesellschaft

a) verstößt nicht - solange sie eine direkte oder indirekte Tochtergesellschaft der European Property SICAV-FIS ist.. gegen die Satzung der European Property SICAV-FIS; und

b) beteiligt sich nicht an einem Geschäft, das dazu führen würde, dass die Gesellschaft an einer Tätigkeit beteiligt ist, die als regulierte Tätigkeit des Finanzsektors angesehen würde.

Die Gesellschaft kann ferner direkt in luxemburgische und in anderen Ländern belegene Immobilien investieren, diese erwerben, halten, verwalten, vermieten, entwickeln und verkaufen.

II. Kapital und Gesellschaftsanteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (12'500.- EUR) und ist in zwölftausendfünfhundert (12'500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je einem Euro (1.- EUR) aufgeteilt.

Art. 6. Die Gesellschaftsanteile sind voll eingezahlt.

Solange die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, sind die Gesellschaftsanteile frei auf Dritte übertragbar. Hat die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter, so können die Gesellschaftsanteile unter den im luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 für Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Bedingungen übertragen werden.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gemäß Artikel 15 der Satzung aufgestockt oder reduziert werden. Es kann jedoch nicht weniger als das jeweils gesetzlich festgesetzte Mindestkapital betragen.

III. Geschäftsführerrat

Art. 8. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen Geschäftsführerrat, welcher aus mindestens zwei Mitgliedern besteht, die von der Generalversammlung jederzeit ad nutum, d.h. ohne Angabe von Gründen, abberufen werden können.

Die Geschäftsführerratsmitglieder sind nicht notwendigerweise zugleich Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Generalversammlung der Gesellschafter bestimmt die Zahl der Geschäftsführerratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate.

Eine Wiederwahl des Geschäftsführerratsmitglieds ist möglich.

Sitzungen des Geschäftsführerrates werden regelmäßig einberufen.

Art. 9. Der Geschäftsführerrat der Gesellschaft hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Gesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 für Handelsgesellschaften einschließlich Änderungsgesetzen oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Art. 10. Aus seiner Mitte wählt der Geschäftsführerrat, einen Vorsitzenden, der in den Geschäftsführerratssitzungen den Vorsitz hat, sowie einen stellvertretenden Vorsitzenden. In Abwesenheit des Vorsitzenden wird die Sitzung des Geschäftsführerrates von dem stellvertretenden Vorsitzenden geleitet.

Die Einberufung einer Geschäftsführersitzung erfolgt spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn der anberaumten Sitzung durch schriftliche Benachrichtigung aller Geschäftsführerratsmitglieder. In dringlichen Fällen kann von der Einhaltung dieser Frist abgesehen werden, sofern die Hintergründe solcher Umstände in der schriftlichen Benachrichtigung über die Einberufung der Sitzung mitgeteilt wurden. Auf eine schriftliche Einberufung kann verzichtet werden, wenn alle Geschäftsführerratsmitglieder dem schriftlich oder telegraphisch, durch Telegramm, Telex oder Telefax zustimmen. Hat der Geschäftsführerrat durch Beschlussfassung im Voraus einen Plan über die künftig abzuhaltenden Geschäftsführersitzungen mit Orts- und Zeitangabe aufgestellt, ist eine gesonderte Einladung zu den einzelnen Sitzungen nicht erforderlich.

Der Geschäftsführerrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Ein Geschäftsführerratsmitglied kann sich durch ein anderes Geschäftsführerratsmitglied vertreten lassen, das dazu durch Brief, Telegramm oder Telefax bevollmächtigt wurde. Ein Geschäftsführerratsmitglied kann mehrere Geschäftsführerratsmitglieder vertreten.

Schriftliche und von allen Geschäftsführerratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse stehen in Geschäftsführerratssitzungen gefassten Beschlüssen gleich. Solche Beschlüsse können von jedem Geschäftsführerratsmitglied schriftlich, durch Brief, Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch Unterzeichnung genehmigt werden. Die schriftlichen Genehmigungen sind dem Beschlussprotokoll beizufügen und dienen als Nachweis der Zustimmung zu dem Beschluss.

Die Beschlüsse des Geschäftsführerrats werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden des Geschäftsführerrats.

Die Gesellschaft wird grundsätzlich durch die Unterschrift eines Geschäftsführerratsmitgliedes rechtsverbindlich verpflichtet.

Ferner kann der Geschäftsführerrat Spezialvollmachten an Personen, die nicht notwendigerweise Mitglieder des Geschäftsführerrats sein müssen, ausstellen.

Art. 11. Die Sitzungsprotokolle des Geschäftsführerrats sind vom Vorsitzenden des Geschäftsführerrats oder vom Vorsitzenden der jeweiligen Sitzung und einem weiteren Geschäftsführerratsmitglied zu unterzeichnen. Vollmachten sind dem Protokoll anzuheften. Der Vorsitzende des Geschäftsführerrats oder zwei Geschäftsführerratsmitglieder sind ermächtigt, Kopien oder Auszüge solcher Sitzungsprotokolle zu unterzeichnen.

IV. Kontrolle der Gesellschaftskonten

Art. 12. Die Kontrolle der Jahresabschlüsse wird einem unabhängigen Wirtschaftsprüfer übertragen, der von dem oder den Gesellschafter(n) bzw. der Generalversammlung bestellt wird.

Wirtschaftsprüfer können nur eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft beziehungsweise ein oder mehrere Wirtschaftsprüfer sein, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen sind.

Eine Wiederbestellung des Wirtschaftsprüfers ist möglich.

V. Generalversammlung

Art. 13. Soweit gesetzlich erforderlich, wird jährlich eine Generalversammlung am 10. Dezember um 17.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort abgehalten. Fällt dieser Tag auf einen Tag, der nicht Bankarbeitstag ist, wird die Generalversammlung am nächsten Bankarbeitstag abgehalten.

Generalversammlungen einschließlich der jährlichen Generalversammlung können auch im Ausland abgehalten werden, wenn der Geschäftsführerrat dies aus Gründen der höheren Gewalt beschließt; eine solche Entscheidung ist unanfechtbar.

Art. 14. Von der Einhaltung der gesetzlichen und statutarischen Bestimmungen über die Einberufung von Generalversammlungen kann abgesehen werden, wenn sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und keiner der Gesellschafter widerspricht.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt per Brief oder Telefax mit einer Frist von zwei Wochen.

Jeder Gesellschafter kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Bevollmächtigten ausüben, der nicht notwendigerweise Gesellschafter sein muss. Soweit das Gesetz nichts anderes vorsieht, gewährt jeder Anteil am Gesellschaftskapital eine Stimme.

Art. 15. Soweit gesetzlich erforderlich, werden die Beschlüsse der Gesellschafter in Generalversammlungen gefasst; in den anderen Fällen werden die Gesellschafter die Beschlüsse durch schriftliche Abstimmung treffen.

Der oder die Gesellschafter bzw. die Generalversammlung der Gesellschafter kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden.

Gesellschafterbeschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der Gesellschafteranteile gefasst, soweit nicht das Gesetz oder diese Satzung eine größere Mehrheit vorsehen. Falls diese Mehrheit bei einer ersten Abstimmung nicht erreicht wurde, kann eine zweite Generalversammlung bzw. Abstimmung durch Einschreibebrief einberufen bzw. getätigt werden. Bei dieser zweiten Generalversammlung bzw. Abstimmung werden die Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Beschlüsse zu Satzungsänderungen können nur unter Beachtung der gesetzlich vorgesehenen Anforderungen gefasst werden.

Solange die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, übt dieser Gesellschafter alle der Generalversammlung zustehenden Rechte aus.

Art. 16. Der Geschäftsführerrat wird am Ende eines jeden Geschäftsjahres ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung gemäß den entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen aufstellen.

Am Gesellschaftssitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 17. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Juli eines jeden Jahres und endet am dreißigsten Juni des darauffolgenden Jahres.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden dem oder den Gesellschaftern bzw. der Generalversammlung zur Genehmigung vorgelegt.

Vom Nettogewinn sind fünf Prozent für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden. Diese Verpflichtung ist aufgehoben, wenn und solange die gesetzliche Rücklage zehn Prozent des in Artikel 5 festgesetzten gezeichneten Gesellschaftskapitals, so wie es gegebenenfalls erhöht oder herabgesetzt wurde, erreicht hat.

Über die Zuweisung des restlichen Nettogewinns befinden der oder die Gesellschafter bzw. die jährliche Generalversammlung im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften.

Der Geschäftsführerrat kann vor Ende des Geschäftsjahres Interim dividenden an die Gesellschafter auszahlen, sofern auf Grundlage eines Zwischenabschlusses ausreichende Mittel zur Verfügung stehen. Der auszuschüttende Betrag darf den seit Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinn, zuzüglich des Gewinnvortrags sowie der Entnahmen aus den zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen, und vermindert um den Verlustvortrag sowie die aufgrund der sich aus dem Gesetz von 1915 ergebenden und satzungsmäßigen Verpflichtungen in die Rücklagen einzustellende Beträge, nicht übersteigen.

VI. Auflösung und Liquidation

Art. 18. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt (die natürliche oder juristische Personen sein können) und die von der Generalversammlung, welche die Auflösung beschlossen hat, unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütung ernannt werden.

VII. Schlussbestimmung

Art. 19. Ergänzend gelten die Bestimmungen des Gesetzes für Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 einschließlich Änderungsgesetzen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 30. Juni 2015.

Zeichnung und Zahlung

Das Kapital der Gesellschaft wird folgendermaßen gezeichnet:

Die oben genannte European Property Soparfi 1 S.à r.l. zeichnet zwölftausendfünfhundert (12'500) Gesellschaftsanteile gegen Zahlung von zwölftausendfünfhundert Euro (12'500.- EUR).

Der Nachweis über diese Zahlung wurde gegenüber dem unterzeichneten Notar erbracht.

165959

Kosten

Die von der Gesellschaft infolge der Gründung der Gesellschaft zu tragenden Kosten belaufen sich auf neunhundert Euro.

Gesellschafterversammlung

Als Inhaberin des gesamten gezeichneten Kapitals der Gesellschaft fasst die oben genannte Person in Ausübung der der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse die folgenden Beschlüsse:

(i) Die folgenden Personen werden für unbestimmte Dauer als Geschäftsführerratsmitglieder bestellt:

- Herr Sven Rein, geboren am 03. November 1967 in Wiesbaden (Deutschland), mit beruflicher Anschrift in 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg;

- Herr Detlef Steinhage, geboren am 21. Januar 1955 in Düsseldorf (Deutschland), mit beruflicher Anschrift in Albrechtstr. 14, 80636 München (Deutschland); und

- Herr Georg Gmeineder, geboren am 23. Januar 1973 in Garmisch-Partenkirchen (Deutschland), mit beruflicher Anschrift in Albrechtstr. 14, 80636 München (Deutschland).

(ii) Als unabhängiger Abschlussprüfer wird für die Dauer eines Zeitraums bis zum Ende der jährlichen Gesellschafterversammlung, die über den Jahresabschluss zum 30. Juni 2015 berät,

„Deloitte Audit“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (RCS Luxemburg, Sektion B Nummer 67 895) bestellt;

(iii) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der deutschen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten Person die vorliegende Urkunde in deutscher Sprache abgefasst wurde.

WORÜBER, die vorliegende Urkunde in Beles, Luxemburg, in der Amtsstube des amtierenden Notars, am eingangs des vorliegenden Dokuments angegebenen Datum aufgesetzt wurde.

Und nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden gegenüber dem erschienenen Bevollmächtigten, hat letzterer mit Uns, der amtierenden Notarin, gemeinsam die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. LOCHEN, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 14. Oktober 2014. Relation: EAC/2014/13935. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014162291/203.

(140185184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

ECommerce Taxi Asia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 180.251.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of October

before us, Maître Pierre Probst, notary, residing in Ettelbruck, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Emerging Markets Taxi Holding S.à r.l a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 184.675, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg,

being the holder of twelve thousand five hundred (12,500) common shares and three thousand one hundred and twenty five (3,125) Series A shares,

here represented by Mr Ulrich Binninger, manager of companies, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Berlin, Germany, on the 14th of August 2014 and in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the 15th of August 2014;

The said proxy, initialled “ne varietur” by the proxyholder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is all of the shareholders of ECommerce Taxi Asia S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 180.251 and incorporated pursuant to a deed of the notary Henri Hellinckx residing in Luxembourg on 28th August 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés

et Associations number 2577 dated 16th October 2013. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of Henri Hellinckx on 4th December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 724, dated 20th March 2014 (the “Company”).

The appearing parties representing the entire share capital declare having waived any notice requirement; the general meeting of the shareholders may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Decision to transfer the registered office of the Company and subsequent amendment of article four point one (4.1) of the articles of association of the Company.

2. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of the shareholders unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolution:

Sole Resolution

The general meeting of the shareholders resolves to transfer the registered office of the Company, with effect as of the first day of October 2014, to the following address: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

As a consequence, the general meeting of shareholders resolves to amend article four point one (4.1) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ 4.1. The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.”

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately six hundred forty euro (EUR 640.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendvierzehn, am neunten Oktober

vor uns, Maître Pierre Probst, Notar mit Amtssitz in Ettelbruck, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Emerging Markets Taxi Holding S.à r.l. eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 184.675,

Inhaberin von zwölftausend fünfhundert (12.500) Geschäftsanteilen und dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Geschäftsanteilen der Serie A hier vertreten durch Herrn Ulrich Binninger, Geschäftsführer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 14. Oktober 2014, ausgestellt in Berlin; Deutschland und in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg vom 15. Oktober 2014;

Besagte Vollmacht, welche von den erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar „ne varietur“ paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigefügt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei ist die einzige Gesellschafterin, die das gesamte Gesellschaftskapital der ECommerce Taxi Asia S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 180.521 und gegründet gemäß einer Urkunde vom 28. August 2013 von Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2577 am 16. Oktober 2013. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt gemäß einer Urkunde vom Notar Henri Hellinckx am 04. Dezember 2013 geändert, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter Nummer 724 am 20. März 2014 veröffentlicht wurde.

Da die erschienene Gesellschafterin das gesamte Gesellschaftskapital vertreten und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet haben, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über alle Punkte der folgenden Tagesordnung entscheiden.

165961

Tagesordnung

1. Beschluss über die Verlegung des Gesellschaftssitzes und anschließende Änderung von Artikel vier Punkt eins (4.1) der Satzung der Gesellschaft.

2. Verschiedenes.

Nach ordnungsgemäßer Beratung über jeden Tagesordnungspunkt beschließt die Gesellschafterversammlung einstimmig den folgenden Beschluss und ersucht den Notar, diese zu beurkunden:

Einzigter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, den Gesellschaftssitz mit Wirkung vom 1. Oktober 2014 auf die folgende Adresse zu verlegen: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtums Luxemburg.

Infolgedessen beschließt die Gesellschafterversammlung die Änderung von Artikel vier Punkt eins (4.1) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

" **4.1.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg."

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Erklärung des Gesellschafters

Der Gesellschafter erklärt hiermit, dass er der dinglich Begünstigte der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigt, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr sechshundertvierzig Euro (EUR 640.-) geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Senningerberg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist den Vertretern der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt sind, verlesen und vom Notar gemeinsam mit diesen Vertretern unterzeichnet worden.

Gezeichnet: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 13 octobre 2014. Relation: DIE/2014/13005. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€

Le Receveur pd (signé): Recken.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehren und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 20. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014162298/114.

(140185382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Essen German Holdings AREIII (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 161.740.

Extrait des décisions prises par le Conseil de gérance en date du 24 septembre 2014:

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 11-13, Boulevard Grande-Duchesse à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec date effective le 1^{er} Septembre 2014.

Luxembourg, le 24 Septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Essen German Holdings AREIII (Luxembourg) S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014164705/15.

(140187489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

ECommerce Taxi (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 180.457.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of October
before us, Maître Pierre Probst, notary, residing in Ettelbruck, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

ECommerce Taxi Asia S.à r.l a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 180.251, having its registered office at 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"),

being the holder of twelve thousand five hundred (12,500) shares

here represented by Mr Ulrich Binninger, manager of companies, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Berlin on the 14th of August 2014; and in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the 15th of August 2014.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of ECommerce Taxi (GP) S.à.r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 180.457 and incorporated pursuant to a deed of the notary Henri Hellinckx residing in Luxembourg on 16th September 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2817 dated 11th November 2013. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of Henri Hellinckx on 8th April 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1501, dated 11th June 2014 (the "Company").

The appearing party representing the entire share capital declares having waived any notice requirement; the sole shareholder may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Decision to transfer the registered office of the Company and subsequent amendment of article four point one (4.1) of the articles of association of the Company.

2. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolution:

Sole Resolution

The sole shareholder resolves to transfer the registered office of the Company, with effect as of the first day of October 2014, to the following address: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

As a consequence, the sole shareholder resolves to the amendment of article four point one (4.1) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

" **4.1.** The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg."

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately six hundred forty euro (EUR 640.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Ettelbruck, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendvierzehn, am neunten Oktober

vor uns, Maître Pierre Probst, Notar mit Amtssitz in Ettelbruck, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

ECommerce Taxi Asia S.à r.l. eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 180.251,

Inhaberin von zwölftausendfünfhundert (12,500) Geschäftsanteilen,

hier vertreten durch Herrn Ulrich Binninger, Geschäftsführer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 14. August 2014, ausgestellt in Berlin; Deutschland.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar „ne varietur“ paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei ist die einzige Gesellschafterin von ECommerce Taxi (GP) S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 180.457 und gegründet gemäß einer Urkunde vom 16. September 2013 von Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2817 am 11. November 2013. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt gemäß einer Urkunde vom Notar Henri Hellinckx am 08. April 2014 geändert, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter Nummer 1501 am 11. Juni 2014 veröffentlicht wurde.

Da die erschienene Gesellschafterin das gesamte Gesellschaftskapital vertritt und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet hat, kann die einzige Gesellschafterin ordnungsgemäß über alle Punkte der folgenden Tagesordnung entscheiden:

Tagesordnung

1. Beschluss über die Verlegung des Gesellschaftssitzes und anschließende Änderung von Artikel vier Punkt eins (4.1) der Satzung der Gesellschaft.

2. Verschiedenes.

Nach ordnungsgemäßer Beratung über jeden Tagesordnungspunkt beschließt die Gesellschafterversammlung einstimmig den folgenden Beschluss und ersucht den Notar, diese zu beurkunden:

Einziger Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, den Gesellschaftssitz mit Wirkung vom 1. Oktober 2014 auf die folgende Adresse zu verlegen: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtums Luxemburg.

Infolgedessen beschließt die Gesellschafterversammlung die Änderung von Artikel vier Punkt eins (4.1) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

" **4.1.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg."

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Erklärung des Gesellschafters

Der Gesellschafter erklärt hiermit, dass er der dinglich Begünstigte der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigt, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr sechshundertvierzig Euro (EUR 640.-) geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Senningerberg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist den Vertretern der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt sind, verlesen und vom Notar gemeinsam mit diesen Vertretern unterzeichnet worden.

Gezeichnet: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 13 octobre 2014. Relation: DIE/2014/12996. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehren und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 20. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014162297/111.

(140185236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Galerie d'Art Recto Verso S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6970 Oberanven, 59, rue Andethana.

R.C.S. Luxembourg B 99.491.

L'an deux mille quatorze, le trois octobre.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «IMMO RECTO VERSION S.à r.l.», ayant son siège social à L-5753 Frisange, 35, Parc Lesigny, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 99.491 constituée le 13 février 2004 suivant acte de Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 439 du 26 avril 2004, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu en date du 12 octobre 2010 par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 107 du 19 janvier 2011.

L'Assemblée est présidée par Madame Caroline RAMIER, ayant son adresse professionnelle à Rambrouch (le «Président»).

Le Président nomme comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur de l'Assemblée (le «Secrétaire» et le «Scrutateur») Madame Virginie GOELFF, ayant son adresse professionnelle à Rambrouch.

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur étant collectivement appelé le «Bureau».

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur étant collectivement appelé le «Bureau».

Le Bureau ayant été constitué, le Président a déclaré et a requis le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence et les procurations, une fois signées par le Bureau, les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et que l'assemblée peut dès lors décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour,

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège;
2. Modification subséquente de l'article correspondant des statuts;
3. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution:

L'Assemblée décide, avec effet immédiat, de transférer le siège de la société à L-6970 Oberanven, 59, rue Andethana.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

Art. 2. (premier alinéa). «Le siège social est établi dans la commune de Niederanven.».

Pouvoirs

Les comparants donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder suivant besoin à l'enregistrement, l'immatriculation, la modification, la radiation auprès du Registre des Sociétés ou la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus aucun actionnaire ne désirant prendre la parole, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Rambrouch, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Ramier, Goelff, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 8 octobre 2014. Relation: RED/2014/2199. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 8 octobre 2014.

Jean-Pierre MEYERS.

Référence de publication: 2014162435/59.

(140184725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

I.T.I. S.A., Société Anonyme,

(anc. I.T.I. S.A. SPF).

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 27.211.

L'an deux mille quatorze,

Le trente septembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé,

S'EST REUNIE:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société de gestion de patrimoine familial sous forme de société anonyme «I.T.I. S.A.-SPF», ayant son siège social au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 27.211, constituée suivant acte reçu par le notaire Camille HELLINCKX, alors de résidence à Luxembourg, en date du 11 décembre 1987, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C (le «Mémorial»), numéro 72 du 21 mars 1988 (ci-après la «Société»), modifiée suivant acte reçu par le notaire Paul FRIEDERS, de résidence à Luxembourg, en date du 5 décembre 2008, publié au Mémorial numéro 212 du 30 janvier 2009, modifiée pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire Emile SCHLESSER, de résidence à Luxembourg, en date du 7 avril 2009, publié au Mémorial numéro 980 du 11 mai 2009, ayant un capital social de trois cent trente mille euros (EUR 330.000,-) divisé en vingt-sept mille cinq cents (27.500) actions de classe "A" et cinq mille cinq cents (5.500) actions de classe "B" d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,00) chacune.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, qui désigne comme secrétaire Madame Maria SANTIAGODE SOUSA, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Brigitte MARTIN, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

La Présidente expose ensuite et prie le notaire instrumentaire d'acter:

- Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont renseignés sur une liste de présence, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

1. Abandon avec effet au 1^{er} juillet 2014, du régime fiscal sur les sociétés anonymes régies par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») et transformation de la Société en société de participation financière pleinement imposable («SOPARFI»);

2. Modification subséquente de l'objet social de la Société afin de donner à l'article 2 des statuts la teneur suivante:

«La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession,

d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.»;

3. Modification de la dénomination sociale de la Société en «I.T.I. S.A.» et modification afférente de l'article 1^{er} des statuts;

4. Modification de l'article 12 des statuts de façon à lui donner la teneur suivante:

«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.».

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire constate expressément que la société n'a pas émis d'emprunt obligataire.

L'assemblée générale extraordinaire décide:

- d'abandonner, avec effet au 1^{er} juillet 2014, le régime fiscal sur les sociétés anonymes régies par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une SPF;
- de transformer la Société en société de participation financière pleinement imposable ("SOPARFI"); et
- de modifier subséquemment l'objet social et d'adopter en conséquence pour l'article 2 des statuts la teneur comme ci-avant reproduite dans l'ordre du jour sous le point 2.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'objet social de la Société et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.»

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier la dénomination sociale de la Société en «I.T.I. S.A.» et de modifier en conséquence l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de I.T.I. S.A.»

Quatrième résolution

En conséquence directe des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 12 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 12.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire par le notaire, les comparants prénommés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Rouckert, Santiago de Sousa, Martin, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13317. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014162417/110.

(140184486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

CIP - it works, Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 50.283.

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf septembre.

Par devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Anonyme «CIP - it works», établie et ayant son siège social à L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 50.283, constituée sous forme de société à responsabilité limitée suivant acte reçu par Maître Robert Schuman, alors notaire de résidence à Rambrouch, en date du 8 février 1995, publié au Mémorial C, numéro 259 du 14 juin 1995, transformée en société anonyme suivant acte reçu par Maître Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 30 juin 1999, publié au Mémorial C, numéro 738 du 5 octobre 1999.

Les statuts de la société ont encore été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné, notaire de résidence à Rambrouch, en date du 15 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 664 du 19 mars 2013.

L'assemblée est présidée par Monsieur Patrick JOST, demeurant professionnellement à L-6905 Niederanven, 6, Zone Industrielle Bombicht, bâtiment CIP.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Nelson PATRICIO, demeurant professionnellement à L-6905 Niederanven, 6, Zone Industrielle Bombicht, bâtiment CIP et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Kristina RASMUSSEN, demeurant professionnellement à L-6905 Niederanven, 6, Zone Industrielle Bombicht, bâtiment CIP.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les soixante-sept mille deux cents (67.200) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Suppression de toute référence à la loi modifiée du 5 avril 1993 et à l'exercice de l'activité d'agent de communication à la clientèle conformément à l'article 29-1 de cette même loi;

2. Modification subséquente de l'article 4 relatif à l'objet social de la Société, de l'article 12 et de l'article 20 des statuts de la Société;

3. Renouvellement de l'autorisation générale accordée au conseil d'administration en vertu de l'article 5 des statuts de la Société pour une période de cinq et modification subséquente du deuxième alinéa de l'article 5 des statuts de la Société;

4. Modification de l'article 7 des statuts de la Société;

5. Acceptation de la démission de deux administrateurs et de deux administrateurs-délégués de la Société et confirmation du mandat de l'administrateur restant;

6. Acceptation de la démission du réviseur d'entreprises agréé actuel de la Société et nomination d'un nouveau réviseur d'entreprises agréé;

7. Divers

IV.- L'intégralité du capital social étant présent ou représentée à la présente l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires présents ou représentés se considérant dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires, après délibération, décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée décide de supprimer toute référence à la loi modifiée du 5 avril 1993 et à l'exercice de l'activité d'agent de communication à la clientèle conformément à l'article 29-1 de cette même loi dans les statuts de la Société.

Deuxième résolution

Pour refléter la résolution prise ci-dessus, l'Assemblée décide de modifier l'article 4, l'article 12 et l'article 20 des statuts de la Société et de leur donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 4.** La Société a pour objet:

- le commerce de marchandises, la prestation de services et toutes activités généralement annexes;
- la réception, le stockage, la préparation de petits colis et l'envoi de ces colis;
- l'organisation de séminaires et la formation des utilisateurs,

ainsi que l'accomplissement de toutes activités commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet ou étant de nature à en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 12. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six (6) années.

Art. 20. Chaque année à la clôture de l'exercice social, le Conseil d'Administration établit les comptes annuels tels que prévus par la Loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les activités de la Société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de renouveler l'autorisation générale accordée au conseil d'administration de la Société conformément à l'article 5 des Statuts pour une période de cinq ans à compter de la date du présent acte, afin d'autoriser le conseil d'Administration à augmenter le capital social de la Société jusqu'au montant de capital autorisé fixé à EUR 2.000.000,- (deux millions d'Euros), représenté par 200.000 (deux cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

L'Assemblée décide de modifier en conséquence le deuxième alinéa de l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 5. (deuxième alinéa). «Le capital autorisé est fixé à EUR 2.000.000,- (deux millions d'Euros), représenté par 200.000 (deux cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 7 des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 7.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des personnes suivantes:

- 1) Monsieur Mark EVENEPOEL, demeurant professionnellement à L-8077 Bertrange, 55, rue de Luxembourg, avec effet au 27 février 2014, en tant qu'administrateur de la Société;
- 2) Monsieur Paul JOST, demeurant à L-1815 Luxembourg, 210, rue d'Itzig, avec effet au 29 août 2014, en tant qu'administrateur et administrateur-délégué de la Société;
- 3) Monsieur Patrick JOST, demeurant professionnellement à L-6905 Niederanven, 6 Zone Industrielle Bombicht, bâtiment CIP, avec effet immédiat, en tant qu'administrateur-délégué de la Société.

L'assemblée décide de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

L'assemblée confirme le mandat de Monsieur Patrick JOST, demeurant professionnellement à L-6905 Niederanven, 6 Zone Industrielle Bombicht, bâtiment CIP, en tant qu'administrateur unique de la Société. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2017.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'accepter, avec effet au 27 novembre 2013, la démission de Statera Audit, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 156.148, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société.

L'assemblée décide de nommer en tant que nouveau réviseur d'entreprises agréé de la Société, A3T S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 44, boulevard G.-D. Charlotte, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 158.687, avec effet immédiat et pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes annuels au 31 décembre 2013.

Pouvoirs

Les comparants donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder suivant besoin à l'enregistrement, l'immatriculation, la modification, la radiation auprès du Registre des Sociétés ou la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Niederanven.

Et après lecture faite au mandataire de parties comparantes, connu du notaire, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Jost, Patricio, Rasmussen, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 1^{er} octobre 2014. Relation: RED/2014/2147. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 1^{er} octobre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014162229/135.

(140184473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Euro Invest Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 191.074.

—
STATUTES

This second day of October two thousand fourteen before me, Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

appeared:

Claudia Rouckert, private employee, with professional address at my office, 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, acting in her capacity as representative duly authorised in writing of:

1. Euro Choice II (Jersey) L.P., a limited partnership under the laws of Jersey, having its registered office at 26 New Street St Helier Jersey JE2 3RA, registered with Jersey Companies Registry under number 372 ("Incorporator 1");

2. Euro Choice II (Delaware) L.P., a limited partnership under the laws of the State of Delaware, USA, having its registered office at 920 North King st., 2nd Floor, DE19801 Wilmington, New Castle, Delaware, USA, registered with the Division of Corporations of the State of Delaware, USA, under number 3653399 ("Incorporator 2");

3. NEF (DE) L.P., a limited partnership under the laws of the State of Delaware, USA, having its registered office at 920 North King st., 2nd Floor, DE19801 Wilmington, New Castle, Delaware, USA, registered with the Division of Corporations of the State of Delaware under number 3704190 ("Incorporator 3");

4. Euro Choice III L.P., a limited partnership under the laws of Scotland, having its principal place of business at 26 New Street, St. Helier, Jersey, JE2 3RA, registered with the Register of Companies for Scotland under number SL005714 ("Incorporator 4");

5. Truffle Capital SAS, a simplified company limited by shares (société par actions simplifiée) under the laws of France, with the share capital of two million euros (EUR 2,000,000), having its registered office at 5, rue de la Baume, 75008 Paris (France), registered with the Register of Commerce and Companies of Paris under number 432.942.647, acting in its capacity as management company (gestion de fonds) of Euro Choice III FPCI, a professional investment fund (fonds professionnel de capital investissement) under the laws of France ("Incorporator 5");

6. Euro Choice IV L.P., a limited partnership under the laws of Scotland, having its principal place of business at 26 New Street, St. Helier, Jersey, JE2 3RA, registered with the Register of Companies for Scotland under number SL006485 ("Incorporator 6");

7. Impulse L.P., a limited partnership under the laws of Scotland, having its principal place of business at 26 New Street, St. Helier, Jersey, JE2 3RA, registered with the Register of Companies for Scotland under number SL006484 ("Incorporator 7");

8. WCTPT Choice L.P., a limited partnership under the laws of the State of Delaware, USA, having its registered office at 920 North King st., 2nd Floor, DE19801 Wilmington, New Castle, Delaware, USA, registered with the Division of Corporations of the State of Delaware, USA, under number 4776660 ("Incorporator 8");

9. Euro Choice V L.P., a limited partnership under the laws of Scotland, having its principal place of business at 26 New Street, St. Helier, Jersey, JE2 3RA, registered with the Register of Companies for Scotland under number SL009329 ("Incorporator 9");

10. WCTPT Choice II L.P., a limited partnership under the laws of the State of Delaware, USA, having its registered office at 920 North King st., 2nd Floor, DE19801 Wilmington, New Castle, Delaware, USA, registered with the Division of Corporations of the State of Delaware, USA, under number 5093204 ("Incorporator 10"); and

11. Euro Choice Secondary L.P., a limited partnership under the laws of Scotland, having its principal place of business at 26 New Street, St. Helier, Jersey, JE2 3RA, registered with the Register of Companies for Scotland under number SL013625 ("Incorporator 11").

The person appearing is personally known to me, notary, and the powers of attorney to the person appearing is initialled ne varietur by the person appearing and by me, notary, and are annexed hereto.

The person appearing declared and requested me, notary, to record the following:

The Incorporator hereby incorporates a limited liability company under the laws of Luxembourg, governed by the following articles of association:

ARTICLES OF ASSOCIATION

Part 1. Interpretation.

Art. 1. Defined terms and interpretation.

1.1 In these articles, unless the context otherwise requires:

"Commercial Companies Act 1915" means the Act concerning commercial companies of 10 August 1915, as amended from time to time;

"distribution" means a transfer of money or other property by the company to a member in relation to the shares held by such member, whether as a share of profits or return of share capital, share premium or other equity contribution or otherwise, but excluding for the avoidance of doubt repayment of loans and other advances and payment of interest thereon;

"equity available for distribution" means, at any given time, the aggregate of the current year profit or loss, accumulated, realised profits and any distributable reserves, less accumulated, realised losses and the amount to be transferred to the statutory reserve subject to and in accordance with Article 15.2;

"final dividend" means a dividend determined by reference to profit set forth in the company's annual accounts as approved by the general meeting;

"group company" in relation to a legal entity, includes any (direct or indirect) parent company of such entity, with or without legal personality, and any (direct or indirect) subsidiary of any such parent company, with or without legal personality, and unless the context otherwise requires it means a group company of the company itself;

"management board" means the management board of the company or, where the context so requires, if the company only has one manager, the sole manager;

"manager" means a manager of the company;

"member" means a holder of one or more shares and as such a member of the company;

"ordinary resolution" means a resolution of the members that is passed by members representing more than half of the share capital or by a simple majority of votes cast, subject to and in accordance with Articles 13.8 and 13.10;

"repurchase" in relation to securities, when used as a noun, includes a redemption and vice versa and the verbs "to repurchase" and "to redeem" shall be construed accordingly;

"share" means a share in the share capital of the company, irrespective of its class;

"special resolution" means any resolution of the members other than an ordinary resolution and unless otherwise specified it is a resolution passed by a majority of members in number representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital; and

"statutory reserve" means the reserve to be maintained subject to and in accordance with article 197 of the Commercial Companies Act 1915.

1.2 Where the context so admits or requires, defined terms denoting the singular include the plural and vice versa and words denoting the masculine, feminine or neuter gender include all genders.

1.3 Unless the context otherwise requires, words and expressions contained in these articles bear the same meaning as in the Commercial Companies Act 1915 as at the date of the coming into effect of the relevant provisions of the articles.

1.4 The articles may incorporate any document by reference regardless of its source and either as it exists on any given date or as amended and restated from time to time, including a shareholders agreement, but documents do not become articles of association in and of themselves because they are incorporated by reference.

1.5 The invalidity or unenforceability of any provision of these articles shall not affect the validity or enforceability of the remaining provisions of the articles.

Part 2. General characteristics, Share capital and shares.

Art. 2. Legal form, name, objects, registered office.

2.1 The company is a limited liability company under the Commercial Companies Act 1915 and is incorporated for an indefinite term.

2.2 The name of the company is: Euro Invest Holding S.à r.l.

2.3 The objects of the company are to acquire participations in companies and undertakings of whatever form, in Luxembourg and abroad, and to manage the same as well as to do all that is connected therewith or may be conducive thereto, all to be interpreted in the broadest sense.

The objects of the company include participating in the creation, development, management and control of any company or undertaking.

The objects of the company include acquiring, by subscription, purchase, exchange or in any other manner, any stock, shares and other equity securities, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any claims against and securities and financial instruments issued by any public or private body.

In furtherance of its objects, the company may borrow in any form, except by way of public offering of debentures, and finance its subsidiaries and other group companies as well as third parties and it may give guarantees and provide security for its own obligations as well as those of group companies and third parties, including by pledging or otherwise encumbering its assets.

2.4 The registered office of the company is situated in the City of Luxembourg.

Art. 3. Share capital.

3.1 The share capital of the company is one hundred thirty seven thousand five hundred euros (EUR 137,500.00), divided into one hundred thirty seven thousand five hundred (137,500) fully paid ordinary shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each as follows:

- twelve thousand five hundred (12,500) class A ordinary shares (the "Class A Shares");
- twelve thousand five hundred (12,500) class B ordinary shares (the "Class B Shares");
- twelve thousand five hundred (12,500) class C ordinary shares (the "Class C Shares");
- twelve thousand five hundred (12,500) class D ordinary shares (the "Class D Shares");
- twelve thousand five hundred (12,500) class E ordinary shares (the "Class E Shares");
- twelve thousand five hundred (12,500) class F ordinary shares (the "Class F Shares");
- twelve thousand five hundred (12,500) class G ordinary shares (the "Class G Shares");
- twelve thousand five hundred (12,500) class H ordinary shares (the "Class H Shares");
- twelve thousand five hundred (12,500) class I ordinary shares (the "Class I Shares");

- twelve thousand five hundred (12,500) class J ordinary shares (the "Class J Shares"); and
- twelve thousand five hundred (12,500) class K ordinary shares (the "Class K Shares").

The rights and obligations attached to the classes of shares shall be identical except to the extent expressly otherwise provided by these articles.

3.2 No new shares of any given class shall be issued unless the shares have first been offered to the existing holders of shares of that class, and those members have a pre-emption right to subscribe for the offered shares in proportion to their holdings of the shares of that class, at such price and on such terms as those shares are to be offered to others.

Art. 4. Redeemable shares, own shares.

4.1 Subject to and in accordance with Article 4.2 au-dessous and the Commercial Companies Act 1915, shares are liable to be repurchased (at accountable par) at the option of either the company or the holder and the company may generally acquire its own shares and hold them in treasury.

4.2 Except in the case of acquisition for no consideration, shares may only be repurchased or acquired pursuant to a unanimous members' resolution at the recommendation of the management board. Where shares are to be repurchased or acquired for value, the management board shall draw up interim accounts and Article 16.2 shall apply mutatis mutandis.

4.3 Shares held in treasury and shares held by subsidiaries of the company are treated as though they are cancelled and all rights attached thereto, including without limitation voting rights and rights to receive distributions of whatever nature, shall be suspended. The rights attached to repurchased shares shall likewise and immediately be suspended until the actual cancellation of such shares.

Art. 5. Register of members, transfer and transmission of shares.

5.1 The company shall maintain a register within the meaning of article 185 of the Commercial Companies Act 1915.

5.2 Shares are freely transferable among members but shares cannot be transferred to non-members, unless the transfer has been approved by special resolution that is carried by one or more members representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

5.3 For the avoidance of doubt, an entry in the register of members in respect of a transfer of shares shall be signed or initialled *in varietur* by a manager, whether manually, in facsimile or by means of a stamp, and neither the transferor nor the transferee shall be required to sign the relevant entry.

5.4 If shares are transmitted by operation of law, including by reason of death or merger or division of a member, the rights attached to such shares shall be suspended until the transmission has been approved by one or more members representing at least seventy-five percent (75%) of the other shares in the company. No approval shall be required where shares are transmitted to any legal heirs or a surviving spouse of a deceased member.

5.5 The shares are indivisible and where a share is held by more than one person, those persons shall be regarded as one member in relation to the company. They shall exercise their rights through a common representative and shall notify the company of the name of the common representative and any change thereto. Until the initial notification by the joint holders, the rights attached to such share shall be suspended.

Part 3. Management and decision - Making process.

Art. 6. Managers.

6.1 The management of the company is the responsibility of one or more managers. The general meeting shall fix the number of managers. If two or more managers are in office they shall together constitute a management board, which board may exercise all powers not reserved by law or these articles to the general meeting or any other body of the company.

6.2 At least half of the managers of the company must be Luxembourg residents.

6.3 Managers are appointed by the general meeting and may be suspended or removed from office at any time by the general meeting, with or without cause. Both natural persons and legal entities can be appointed as managers. The general meeting shall fix the managers' remuneration, if any.

Art. 7. Decision-making by managers.

7.1 Any manager can call a meeting of the management board by giving notice of the meeting to the other managers.

7.2 Notice of a meeting must indicate:

(a) its proposed date and time;

(b) where it is to take place; and

(c) if it is anticipated that managers participating in the meeting will not be in the same place, how it is proposed that they should communicate with each other during the meeting.

7.3 Notice of a meeting must be given to each manager but need not be in writing. Notice of a meeting need not be given to managers who waive their entitlement to notice of that meeting, by giving notice to that effect to the company either before or after the date on which the meeting is held. Where such notice is given after the meeting has been held that does not affect the validity of the meeting, or of any business conducted at it.

7.4 The quorum for meetings of the management board may be fixed from time to time by a decision of the board. If a seat is vacant on the management board, the management board must not take any decision other than a decision to call a general meeting so as to enable the members to appoint further managers.

7.5 Managers participate in a meeting of the management board, or part of a meeting of the management board, when the meeting has been called and takes place in accordance with these articles and they can each communicate to the other managers any information or opinions they have on any particular item of the business of the meeting. In determining whether managers are participating in a meeting, it is irrelevant where any manager is or how they communicate with each other; provided, however, that the means of communication used permits all participants to communicate adequately and simultaneously.

7.6 Every decision put to the vote of the management board shall be decided by a majority of votes cast on the decision. No one shall be entitled to a casting vote.

7.7 Decisions of the management board may at all times be taken without holding a meeting. A board decision is taken in accordance with this Article 7.7 when all managers indicate to each other by any means that they share a common view on a matter. Such a decision may take the form of a written resolution, copies of which have been signed by each manager or to which each manager has otherwise indicated agreement in writing.

7.8 The management board may adopt rules of procedure (consistent with the Commercial Companies Act 1915 and these articles) and may make any rule which it thinks fit about how such rules of procedure are to be recorded and communicated to managers.

7.9 If the company only has one manager, Article 7.4 does not apply and the sole manager may take decisions without regard to any of the rules relating to board decision-making.

Art. 8. Conflict of interest.

8.1 Except where the management board's rules of procedure, if any, otherwise provide, a manager must disclose the nature and extent of any interest that he has in a transaction or a proposed transaction with the company.

8.2 The manager must make the disclosure to the other managers as well as to the company's members and request to have it entered in the minutes of the meetings of the management board and the minutes of the ensuing general meeting or the equivalent.

8.3 A manager shall not be deemed to have a conflict of interest by reason only of also being a director, manager or officer, or a person acting in a similar capacity, of a group company that is a party to a transaction with the company.

8.4 A manager who discloses an interest in an actual or proposed transaction with the company is not to be counted as participating in the decision-making process for quorum or voting purposes. However, if a question arises at a board meeting as to the right of one or more managers to participate in the meeting (or part of the meeting) for quorum or voting purposes, the question is to be decided by a decision of the other manager or managers at that meeting whose ruling is to be final and conclusive.

8.5 No conflict of interest relieves the relevant manager from his duty or exonerates him from his responsibility and no such conflict invalidates anything which the manager has done before the conflict arose, nor does it affect the power to represent and bind the company subject to and in accordance with Article 10.

Art. 9. Managers' liability and indemnity.

9.1 Subject to and in accordance with article 192 of the Commercial Companies Act 1915, every manager is, with the other managers, liable for the decisions taken by the management board, unless he requested that his dissent be recorded in the minutes of the meetings of the management board and the minutes of the ensuing general meeting, save where otherwise provided by law.

9.2 To the extent permitted by law and subject to Article 9.1, no manager shall be liable for the acts, neglects or defaults of any other manager or for any loss, damage or expense happening to the company in the execution of the duties of his office, unless the same shall happen by or through his failure to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the company and in connection therewith to exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.

9.3 Any manager or former manager of the company or a group company may be indemnified out of the company's assets against:

- (a) any liability incurred by that person in connection with any negligence, default, breach of duty or breach of trust in relation to the company or a group company; and
- (b) any other liability incurred by that person as an officer of the company or a group company.

9.4 The management board may decide to purchase and maintain insurance, at the expense of the company, for the benefit of any manager or former manager of the company or a group company in respect of any loss or liability which has been or may be incurred by that person in connection with his duties or powers in relation to the company or any group company.

9.5 This Article 9 does not authorise any indemnity or insurance which would be prohibited or rendered void by any provision of the Commercial Companies Act 1915 or by any other provision of law.

Part 4. Power to bind and reserve power.

Art. 10. Representation.

10.1 The management board (or, for the avoidance of doubt, if the company only has one manager, the sole manager) represents and binds the company towards third parties and at law.

10.2 In addition, two managers acting jointly can also represent and bind the company.

Art. 11. Board may delegate.

11.1 The management board may delegate the day-to-day management and any of the other powers which are conferred on it, including the power to represent and bind the company within the limits of the day-to-day management, to such person or persons, to such an extent, in relation to such matters or territories and on such terms and conditions, as it thinks fit.

11.2 If the board so specifies, any such delegation may authorise further delegation of the board's powers by any person to whom they are delegated.

11.3 The board may revoke any delegation in whole or part, or alter its terms and conditions. Any such delegation shall be governed by the general rules on powers of attorney.

Art. 12. Members' reserve power and reserved matters.

12.1 The members may, by ordinary resolution, direct the management board to take or refrain from taking specified action.

12.2 No such resolution relieves the managers from their duty or exonerates them from their responsibility and no such resolution invalidates anything which the managers have done before the passing of the resolution, nor does it affect the power to represent and bind the company subject to and in accordance with Article 10.

12.3 A sale, exchange or other disposal of all or substantially all the property of the company, other than in the course of its liquidation, requires the approval of the general meeting but failure to obtain such approval does not invalidate a sale, exchange or disposal. The general meeting may authorise the sale, exchange or disposal and may fix or authorise the management board to fix any of the terms and conditions thereof.

Part 5. Decision - Making by members.

Art. 13. General meetings.

13.1 General meetings shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office as specified in the notice.

13.2 The management board must convene annual general meetings. Extraordinary general meetings may be convened by the management board or by any member.

13.3 A general meeting (other than an adjourned meeting) must be called by notice of at least seven (7) calendar days (that is, excluding the day of the meeting and the day on which the notice is given). A general meeting may be called by shorter notice than that otherwise required if shorter notice is agreed by the members.

13.4 Notice of a general meeting must be sent to:

- (a) every member and every manager;
- (b) every pledgee and usufructuary to whom voting rights attaching to one or more shares are assigned; and
- (c) if in office, every internal auditor.

13.5 Notice of a general meeting must state:

- (a) the date, time and place of the meeting;
- (b) if it is anticipated that members will be participating by conference call, the dial-in number and if need be the passcode to gain access; and
- (c) the agenda of the meeting and specifically the text of the resolutions to be voted on.

13.6 A quorum of members is present at a general meeting, irrespective of the number of persons physically present at the meeting, if at least one person entitled to vote at the meeting is present or represented. The own shares of the company and shares the rights attached to which are suspended shall be excluded from the calculation of any quorum, votes cast and the share capital of the company (for the purpose of establishing the attendance rate).

13.7 Members may participate in a general meeting by electronic means, notably by conference call (real-time two-way communication enabling members to address the general meeting from a remote location). Members so participating shall be deemed present for the calculation of quorum, votes cast and attendance rate. If one or more members participate by electronic means, voting shall be by roll call. If all members participate by electronic means, the meeting shall be deemed to have taken place at the registered office.

13.8 Except where the law or these articles otherwise provide, every resolution put to a vote shall be decided by members representing more than half of the share capital. If this majority is not reached, an ensuing general meeting may be convened, by registered letter, and the resolution will then be passed by a simple majority of votes cast, regardless of the percentage of the share capital represented at such meeting. In case of an equality of votes, the chair of the meeting shall not be entitled to a casting vote.

13.9 No objection can be raised to the qualification of any person voting at a general meeting except at the meeting at which the vote objected to is tendered and every vote not disallowed at such meeting is valid. Any such objection must be referred to the chair of the meeting, whose decision is final.

13.10 Members may adopt resolutions in writing, rather than at a general meeting, if and so long as the aggregate number of members does not exceed twenty-five. In such instance, each member shall receive the text of the resolutions, in hard copy form or otherwise, and shall cast his vote in writing. Article 13.8 above shall apply mutatis mutandis.

Art. 14. Resolutions at general meetings.

14.1 Any resolution to be proposed at a general meeting (and appearing in the notice of such meeting) may be amended by special resolution at such meeting.

14.2 An ordinary resolution to be proposed at a general meeting may be amended by ordinary resolution if:

(a) notice of the proposed amendment is given to the company in writing by a person entitled to vote at the general meeting at which the resolution is to be proposed not less than forty-eight hours before the meeting is to take place (or such later time as the chair of the meeting may permit); and

(b) the proposed amendment does not, in the reasonable opinion of the chair of the meeting, materially alter the scope of the resolution.

14.3 A special resolution to be proposed at a general meeting may be amended by ordinary resolution, if:

(a) the chair of the meeting proposes the amendment at the general meeting at which the resolution is to be proposed; and

(b) the amendment does not go beyond what is necessary to correct a grammatical or other non-substantive error in the resolution.

14.4 If the chair of the meeting, acting in good faith, wrongly decides that an amendment to a resolution is out of order, the chair's error does not invalidate the vote on that resolution.

Part 6. Accounting and finance.

Art. 15. Accounting.

15.1 The financial year of the company coincides with the calendar year.

15.2 Each financial year, the company must transfer an amount equal to five percent (5%) of its net profit to the statutory reserve until the reserve reaches ten percent (10%) of the share capital.

15.3 Where shares of different classes are in issue, disregarding repurchased shares and shares that are held in treasury, the company shall maintain separate premium accounts for each class and the holders of shares of a class are collectively and exclusively entitled, on a pro rata and pari passu basis, to the amounts standing to the credit of their premium accounts.

15.4 In accordance with Article 15.3 au-dessus, the company shall maintain a separate voluntary premium account for each class of shares. Whenever the company receives an equity contribution without allotment of securities in consideration thereof (within the meaning of the Grand Ducal Regulation defining the contents and presentation of a standard chart of accounts of 10 June 2009), from or at the direction of any member, it shall add to the appropriate voluntary premium account the full amount of any cash contribution or the agreed value of any non-cash contribution.

Art. 16. Dividends and other distributions.

16.1 Subject to Article 15.2, the annual net profit is at the disposal of the general meeting but a final dividend must not be declared unless the management board has made a recommendation as to its amount. Such a dividend must not exceed the amount recommended.

16.2 Subject to and in accordance with the Commercial Companies Act 1915, by reference to interim accounts prepared for the purpose, the management board may decide to pay an interim dividend or to make a distribution other than a dividend out of equity available for distribution.

16.3 Each share confers an equal right to share in the profits and the liquidation proceeds of the company.

16.4 In relation to any given distribution, the members may disapply Article 16.3 by a unanimous resolution; provided, however, that no member may be excluded or exonerated from sharing in the profits or losses of the company on a structural or permanent basis.

Part 7. Fundamental changes.

Art. 17. Amendment of articles.

17.1 Except where the law provides for conditions or procedures that are more restrictive and subject to the other provisions of this Article 17, the articles may by special resolution be amended to:

- (a) change the legal form of the company;
- (b) change the objects of the company;
- (c) reduce or increase the share capital;
- (d) create new classes of shares;

(e) add, change or remove any rights, privileges, restrictions and conditions, including rights to accrued dividends, in respect of all or any of the shares, irrespective of class;

(f) convert shares of any class into shares of other classes;

(g) add, change or remove restrictions on the issue, transfer or ownership of shares; or

(h) otherwise add, change or remove any provision of the articles.

17.2 Where shares of different classes are in issue, disregarding repurchased shares and shares that are held in treasury, any amendment to the articles of the company which varies the rights attached to a class of shares (including any change to the procedure for varying the rights attached to a class of shares) shall require also the approval of the holders of each class of shares that is affected by the change. Approval is given by a special resolution passed separately by the holders of each class of shares concerned (and the requirements as to majority and attendance rate shall apply mutatis mutandis to such a special resolution as they apply in relation to a special members' resolution).

17.3 No member can be obligated to increase his equity interest in the company.

17.4 A change in nationality of the company requires the unanimous consent of the members.

Art. 18. Termination of the company.

18.1 The company may be dissolved pursuant to a special resolution.

18.2 Save where expressly otherwise provided in these articles, the company is not dissolved in any of the instances mentioned in article 1865 of the Civil Code and the company shall be continued in each such instance.

Finally, the person appearing, acting as stated above and, where applicable, exercising the powers reserved for and vested in the general meeting, declared:

1. Twelve thousand five hundred (12,500) Class A Shares, numbered 1 through 12500, are hereby issued at par and subscribed for by Incorporator 1.

Twelve thousand five hundred (12,500) Class B Shares, numbered 12501 through 25000, are hereby issued at par and subscribed for by Incorporator 2.

Twelve thousand five hundred (12,500) Class C Shares, numbered 25001 through 37500, are hereby issued at par and subscribed for by Incorporator 3.

Twelve thousand five hundred (12,500) Class D Shares, numbered 37501 through 50000, are hereby issued at par and subscribed for by Incorporator 4.

Twelve thousand five hundred (12,500) Class E Shares, numbered 50001 through 62500, are hereby issued at par and subscribed for by Incorporator 5.

Twelve thousand five hundred (12,500) Class F Shares, numbered 62501 through 75000, are hereby issued at par and subscribed for by Incorporator 6.

Twelve thousand five hundred (12,500) Class G Shares, numbered 75001 through 87500, are hereby issued at par and subscribed for by Incorporator 7.

Twelve thousand five hundred (12,500) Class H Shares, numbered 875001 through 100000, are hereby issued at par and subscribed for by Incorporator 8.

Twelve thousand five hundred (12,500) Class I Shares, numbered 100001 through 112500, are hereby issued at par and subscribed for by Incorporator 9.

Twelve thousand five hundred (12,500) Class J Shares, numbered 112501 through 125000, are hereby issued at par and subscribed for by Incorporator 10.

Twelve thousand five hundred (12,500) Class K Shares, numbered 125001 through 137500, are hereby issued at par and subscribed for by Incorporator 11.

All such shares have been paid up in cash, which payment the company hereby accepts. Payment was permitted in any currency and an amount of one hundred thirty-seven thousand five hundred euros (EUR 137,500.00) is at the company's disposal, evidence of which is given to the undersigned notary.

2. The first financial year of the company commences on the date hereof and ends on 31 December 2014.

3. The registered office of the company is located at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

4. The first managers of the company are:

- Ralf Gleisberg, born on 11 June 1973 in Ludwigsburg (Germany), with professional address at Sihlstrasse 20, 8021 Zurich, Switzerland, to hold office for an indefinite term;

- Keith Patrick Greally, born on 5 February 1977 in Galway (Ireland), with professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, to hold office for an indefinite term; and

- Maxence Philippe Alexis Monot, born on 8 December 1976 in Dijon (France), with professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, to hold office for an indefinite term.

The costs, expenses and fees or charges of whatever form, incurred by the company or charged to it by reason of this deed, amount to approximately two thousand eight hundred euros (EUR 2,800.00).

I, the undersigned notary, having knowledge of the English language, declare that this deed is drawn up in English followed by a version in French at the request of the person appearing, who, acting as stated above, stipulated that in case of any discrepancy between the English version and the French version, the English version shall prevail.

In witness whereof, this deed was drawn up and passed in Esch-sur-Alzette on the date first above stated.

After the deed was read to the person appearing, the person appearing declared to understand the scope and the consequences and subsequently signed the original together with me, notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le deux octobre par-devant moi, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Claudia Rouckert, employée privée, ayant son adresse professionnelle à mon étude, 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, agissant en sa qualité de fondée de pouvoir dûment autorisée par écrit de:

1. Euro Choice II (Jersey) L.P., une société en commandite de droit de Jersey, ayant son siège social au 26 New Street St Helier Jersey JE2 3RA, immatriculée auprès de Registre des sociétés de Jersey sous le numéro 372 (le «Fondateur 1»);

2. Euro Choice II (Delaware) L.P., une société en commandite de droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis, ayant son siège social au 920 North King st., 2nd Floor, DE19801 Wilmington, New Castle, Delaware, Etats-Unis, immatriculée auprès de Division des sociétés de l'Etat du Delaware sous le numéro 3653399 (le «Fondateur 2»);

3. NEF (DE) L.P., une société en commandite de droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis, ayant son siège social au 920 North King st., 2nd Floor, DE19801 Wilmington, New Castle, Delaware, Etats-Unis, immatriculée auprès de Division des sociétés de l'Etat du Delaware sous le numéro 3704190 (le «Fondateur 3»);

4. Euro Choice III L.P., une société en commandite de droit de l'Ecosse, ayant son principal établissement au 26 New Street, St. Helier, Jersey, JE2 3RA, immatriculée auprès de Registre des sociétés de l'Ecosse sous le numéro SL005714 (le «Fondateur 4»);

5. Truffle Capital, une société par actions simplifiée de droit français, au capital social de deux million euros (EUR 2,000,000), ayant son siège sis 5, rue de la Baume, 75008 Paris (France), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 432.942.647, et agréée par l'AMF en qualité de société de gestion de portefeuille sous le numéro GP 01-029, agissant en sa qualité de gestion de fonds de Euro Choice III FCPR, un fonds commun de placement à risque de droit de France (le «Fondateur 5»);

6. Euro Choice IV L.P., une société en commandite de droit de l'Ecosse, ayant son principal établissement au 26 New Street, St. Helier, Jersey, JE2 3RA, immatriculée auprès de Registre des sociétés de l'Ecosse sous le numéro SL006485 (le «Fondateur 6»);

7. Impulse L.P., une société en commandite de droit de l'Ecosse, ayant son principal établissement au 26 New Street, St. Helier, Jersey, JE2 3RA, immatriculée auprès de Registre des sociétés de l'Ecosse sous le numéro SL006484 (le «Fondateur 7»);

8. WCTPT Choice L.P., une société en commandite de droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis, ayant son siège social au 920 North King st., 2nd Floor, DE19801 Wilmington, New Castle, Delaware, Etats-Unis, immatriculée auprès de Division des sociétés de l'Etat du Delaware sous le numéro 4776660 (le «Fondateur 8»);

9. Euro Choice V L.P., une société en commandite de droit de l'Ecosse, ayant son principal établissement au 26 New Street, St. Helier, Jersey, JE2 3RA, immatriculée auprès de Registre des sociétés de l'Ecosse sous le numéro SL009329 (le «Fondateur 9»); 10. WCTPT Choice II L.P., une société en commandite de droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis, ayant son siège social au 920 North King st., 2nd Floor, DE19801 Wilmington, New Castle, Delaware, Etats-Unis, immatriculée auprès de Division des sociétés de l'Etat du Delaware sous le numéro 5093204 (le «Fondateur 10»); et

11. Euro Choice Secondary L.P., une société en commandite de droit de l'Ecosse, ayant son principal établissement au 26 New Street, St. Helier, Jersey, JE2 3RA, immatriculée auprès de Registre des sociétés de l'Ecosse sous le numéro SL013625 (le «Fondateur 11»).

La comparante est connue personnellement de moi, notaire, et les procurations données à la comparante sont paraphées ne varietur par la comparante et par moi, notaire, et sont annexées aux présentes.

La comparante a déclaré et m'a requis, notaire, d'acter ce qui suit:

Le Fondateur constitue par les présentes une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les statuts suivants:

STATUTS

Partie 1^{ère} . Interprétation.

Art. 1^{er} . Définition des termes et interprétation.

1.1 Dans les présents statuts, sauf si le contexte l'exige autrement:

«associé» signifie le détenteur d'une ou plusieurs parts sociales et, à ce titre, un associé de la société;

«capitaux propres distribuables» signifie, à un moment donné, le montant total des bénéfices ou pertes de l'exercice en cours, des bénéfices reportés et des réserves distribuables, moins les pertes reportées et le montant à transférer à la réserve légale sous réserve de et conformément à l'Article 15.2;

«conseil de gérance» signifie le conseil de gérance de la société ou, lorsque le contexte le requiert, si la société n'a qu'un seul gérant, le gérant unique;

«distribution» signifie tout transfert d'argent ou d'autres biens par la société à un associé en fonction des parts sociales qu'il détient, que ce soit sous forme de part des bénéfices ou de remboursement du capital ou des autres apports en capitaux propres ou sous une autre forme, mais pour éviter tout malentendu à l'exclusion de tout remboursement des emprunts ou des autres avances et le paiement d'intérêts y relatifs;

«dividende de fin d'exercice» signifie un dividende fixé sur la base des bénéfices tels que mentionnés dans les comptes annuels de la société approuvés par l'assemblée générale;

«gérant» signifie un gérant de la société;

«Loi de 1915 sur les sociétés commerciales» signifie la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;

«part sociale» signifie une part dans le capital social la société, quelle que soit sa catégorie;

«rachat» à propos des titres, s'entend notamment du remboursement et inversement et les verbes «racheter» et «rembourser» sont interprétés en conséquence;

«réserve légale» signifie la réserve à conserver sous réserve de et conformément à l'article 197 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales;

«résolution ordinaire» signifie une résolution des associés adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social ou par une majorité simple des votes exprimés, sous réserve des et conformément aux Articles 13.8 et 13.10;

«résolution spéciale» signifie toute résolution des associés autre qu'une résolution ordinaire et sauf indication contraire elle est une résolution adoptée par une majorité en nombre des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) du capital social; et

«société du groupe» à propos d'une entité juridique, s'entend notamment de toute société mère (directe ou indirecte) de celle-ci, avec ou sans personnalité juridique, ainsi que de toute filiale (directe ou indirecte) d'une telle société mère, avec ou sans personnalité juridique, et sauf si le contexte l'exige autrement le terme signifie une société du groupe de la société elle-même.

1.2 Lorsque le contexte le permet ou l'exige, les termes définis indiquant le singulier comprend le pluriel et inversement et les mots indiquant le genre masculin, féminin ou neutre comprend tous les genres.

1.3 Sauf si le contexte l'exige autrement, les mots et expressions contenues dans les présents statuts ont la même signification que dans la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales à la date de la prise d'effet des dispositions pertinentes des statuts.

1.4 Peut être incorporé par renvoi dans les présents statuts tout document, y compris un pacte d'associés, quelle que soit sa provenance, soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives et ses mises à jour. L'incorporation par renvoi d'un document dans les statuts ne lui confère pas valeur de statuts.

1.5 L'invalidité ou le caractère inapplicable d'une disposition des présents statuts n'aura pas d'effet sur la validité ou l'applicabilité des dispositions restantes.

Partie 2. Caractéristiques générales, Capital social et parts sociales.

Art. 2. Forme juridique, dénomination, objet, siège.

2.1 La société est une société à responsabilité limitée selon la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales et est constituée pour une durée illimitée.

2.2 La dénomination de la société est: Euro Invest Holding S.à r.l.

2.3 La société a pour objet la prise de participations dans toutes sociétés et entreprises sous quelque forme que ce soit, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et la gestion y relatifs ainsi que la réalisation de tout ce qui se rapporte à cet objet ou peut y être favorable, le tout au sens le plus large.

L'objet de la société comprend la participation à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

L'objet de la société comprend l'acquisition par souscription, achat, échange ou de toute autre manière tous actions, parts sociales, autres titres de participation, obligations, certificats de dépôt et autres titres de créance et plus généralement tous créances sur et valeurs mobilières et instruments financiers émis par tout organisme publique ou privé.

Dans la poursuite de son objet, la société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'émission publique d'obligations, et peut financer ses filiales et autres sociétés du groupe ainsi que des tiers et elle peut consentir des garanties et être caution pour ses propres obligations ainsi que celles de sociétés du groupe et de tiers, y compris en gageant ou en grevant d'une autre manière ses actifs.

2.4 Le siège social de la société est situé dans la Ville de Luxembourg.

Art. 3. Capital social.

3.1 Le capital social de la société s'élève à cent trente-sept mille cinq cents euros (137.500,00 EUR), divisé en cent trente-sept mille cinq cents (137.500) parts sociales ordinaires, nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale d'un euro (1,00 EUR) chacune comme suit:

- douze mille cinq cents (12.500) parts ordinaires de catégorie A (les «Parts de Catégorie A»);
- douze mille cinq cents (12.500) parts ordinaires de catégorie B (les «Parts de Catégorie B»);
- douze mille cinq cents (12.500) parts ordinaires de catégorie C (les «Parts de Catégorie C»);
- douze mille cinq cents (12.500) parts ordinaires de catégorie D (les «Parts de Catégorie D»);
- douze mille cinq cents (12.500) parts ordinaires de catégorie E (les «Parts de Catégorie E»);
- douze mille cinq cents (12.500) parts ordinaires de catégorie F (les «Parts de Catégorie F»);
- douze mille cinq cents (12.500) parts ordinaires de catégorie G (les «Parts de Catégorie G»);
- douze mille cinq cents (12.500) parts ordinaires de catégorie H (les «Parts de Catégorie H»);
- douze mille cinq cents (12.500) parts ordinaires de catégorie I (les «Parts de Catégorie I»);
- douze mille cinq cents (12.500) parts ordinaires de catégorie J (les «Parts de Catégorie J»); et
- douze mille cinq cents (12.500) parts ordinaires de catégorie K (les «Parts de Catégorie K»).

Les droits et obligations attachés aux catégories de parts sociales sont identiques, sauf disposition contraire expresse des présents statuts.

3.2 Lors de toute nouvelle émission de parts sociales d'une catégorie donnée, les associés détenant des parts sociales existantes de cette catégorie ont, proportionnellement au nombre de celles-ci qu'ils détiennent, un droit de préférence à la souscription des nouvelles parts sociales de cette catégorie au prix et selon les modalités auxquels elles sont offertes aux tiers.

Art. 4. Parts rachetables, propres parts.

4.1 Sous réserve des et conformément aux dispositions de l'Article 4.2 ci-dessous et de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales, les parts sociales sont susceptibles de rachat (par voie de remboursement au pair comptable) au gré de la société ou du détenteur et, en règle générale, la société peut acquérir ses propres parts sociales et les conserver en portefeuille comme des parts auto-détenues.

4.2 Sauf en cas d'acquisition à titre gratuit, les parts sociales ne peuvent être rachetées ou acquises que par une résolution unanime des associés sur recommandation du conseil de gérance. Lorsque les parts sociales seront rachetées ou acquises à titre onéreux, le conseil de gérance doit établir un état comptable et l'Article 16.2 est applicable par analogie.

4.3 Les parts sociales auto-détenues et parts sociales détenues par des filiales de la société sont traitées comme si elles étaient annulées et les droits attachés à celles-ci, y compris sans limitation le droit de vote et le droit de recevoir des distributions de quelque nature qu'elles soient, seront suspendus. Par ailleurs, tous les droits attachés aux parts sociales rachetées seront également et immédiatement suspendus jusqu'à l'annulation effective de ces parts.

Art. 5. Registre d'associés, cession et transmission de parts sociales.

5.1 La société doit tenir un registre au sens de l'article 185 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales.

5.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre les associés mais elles ne peuvent être cédées à des non-associés sauf approbation préalable des associés donnée par une résolution spéciale qui est adoptée par un ou plusieurs associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) du capital social.

5.3 Pour éviter tout malentendu, l'inscription d'une cession de parts sociales dans le registre d'associés est signée ou paraphée ne varietur par un gérant, et le paraphe peut être soit manuscrit, soit imprimé, soit apposé au moyen d'une griffe, et ni le cédant ni le cessionnaire ne sont tenus de signer cette inscription.

5.4 Si des parts sont transmises de plein droit, en ce compris pour cause de mort ou en raison d'une fusion ou scission d'un associé, les droits attachés à ces parts seront suspendus jusqu'à ce que la transmission ait été approuvée par un ou plusieurs associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) des autres parts sociales de la société. Aucun consentement ne sera requis pour la transmission des parts sociales aux héritiers légaux ou au conjoint survivant.

5.5 Les parts sociales sont indivisibles et lorsque plusieurs personnes détiennent une même part sociale, ces personnes sont considérées comme un associé unique au regard de la société. Elles exercent leurs droits par l'intermédiaire d'un représentant commun et notifient à la société le nom du représentant commun ainsi que toute modification de celui-ci. Les droits attachés à cette part seront suspendus tant que la notification initiale par les co-titulaires n'a pas eu lieu.

Partie 3. Administration et processus de décision.

Art. 6. Gérants.

6.1 L'administration de la société incombe à un ou plusieurs gérants. L'assemblée générale fixe le nombre de gérants. Dans la mesure où deux ou plusieurs gérants sont en fonction, ils constitueront un conseil de gérance, lequel peut exercer tous les pouvoirs non dévolus par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale ou à un autre organe de la société.

6.2 Au moins la moitié des gérants de la société doivent être des résidents luxembourgeois.

6.3 Les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Tout gérant peut être suspendu ou révoqué de ses fonctions à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans cause légitime. Tant des personnes physiques que des entités juridiques peuvent être gérant. L'assemblée générale fixe la rémunération éventuelle des gérants.

Art. 7. Prise de décision par les gérants.

7.1 Tout gérant peut convoquer une réunion du conseil de gérance en avisant les autres gérants.

7.2 Tout avis de convocation à une réunion doit indiquer:

(a) le jour et l'heure proposés;

(b) le lieu où elle doit avoir lieu; et

(c) s'il est prévu que des gérants participant à la réunion ne se trouvent pas au même endroit, le moyen proposé pour qu'ils communiquent les uns avec les autres au cours de la réunion.

7.3 L'avis de convocation à une réunion doit être donné à chaque gérant sans être nécessairement écrit. L'avis de convocation à une réunion peut ne pas être donné aux gérants qui renoncent à leur droit d'être informé de cette réunion, en donnant un avis à cet effet à la société, soit avant, soit après la date à laquelle se tient la réunion. Lorsque cet avis est donné après la tenue de la réunion, ceci n'affecte pas la validité de la réunion ou de tout acte accompli au cours de celle-ci.

7.4 Le quorum pour une réunion du conseil de gérance peut de temps en temps être fixé par une décision du conseil. En cas de vacance d'un poste de gérant, le conseil de gérance ne doit adopter aucune décision autre qu'une décision de convocation d'une assemblée générale afin de permettre aux associés de nommer des gérants supplémentaires.

7.5 Les gérants participent à une réunion du conseil de gérance, ou à une partie d'une réunion du conseil de gérance, lorsque la réunion a été convoquée et a lieu conformément aux présents statuts et chaque gérant peut communiquer aux autres gérants toute information ou avis qu'il a sur tout point particulier de l'ordre du jour de la réunion. L'endroit où se trouvent les gérants ou le moyen par lequel ils communiquent entre eux n'entre pas en ligne de compte pour la détermination de leur participation à une réunion, à condition néanmoins que le moyen de communication utilisé permette à tous les participants de communiquer de manière appropriée et simultanée.

7.6 Chaque décision soumise au vote du conseil de gérance sera prise à la majorité des votes exprimés. Aucun n'aura de vote prépondérant.

7.7 Les décisions du conseil de gérance peuvent être prises à tout moment sans qu'une réunion ne soit tenue. Une décision du conseil de gérance est prise conformément au présent Article 7.7 lorsque tous les gérants indiquent les uns aux autres par tout moyen qu'ils partagent une vision commune sur une question. Cette décision peut prendre la forme d'une résolution écrite, dont un exemplaire a été signé par chaque gérant ou sur lequel chaque gérant a de toute autre façon indiqué son accord par écrit.

7.8 Le conseil de gérance peut adopter un règlement intérieur (en respectant la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales et les présents statuts) et peut fixer toute règle qu'il juge appropriée sur la façon dont ce règlement doit être consigné et communiqué aux gérants.

7.9 Si la société n'a qu'un seul gérant, l'Article 7.4 ne s'applique pas et le gérant unique peut prendre des décisions sans tenir compte des règles relatives à la prise de décision par un conseil.

Art. 8. Conflit d'intérêts.

8.1 Sauf dispositions contraires d'un règlement intérieur éventuel du conseil de gérance, tout gérant doit faire connaître la nature et l'étendue de son intérêt dans une opération ou un projet d'opération avec la société.

8.2 Le gérant fait connaître aux autres gérants ainsi qu'aux associés de la société et demande la consignation de cette divulgation aux procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et au procès-verbal de la prochaine assemblée générale ou à ce qui en tient lieu.

8.3 Un gérant n'est pas considéré ayant un conflit d'intérêts du seul fait qu'il est également administrateur, gérant ou dirigeant, ou une personne qui agit en cette qualité, d'une société du groupe qui est partie à une opération avec la société.

8.4 Un gérant qui fait connaître d'un intérêt dans une opération ou un projet d'opération avec la société ne doit pas être compté comme participant au processus de décision aux fins du quorum et du vote. Cependant, si une question se pose lors d'une réunion du conseil concernant le droit d'un ou plusieurs gérants de participer à la réunion (ou à une partie de la réunion) aux fins du quorum et du vote, la question sera tranchée par une décision de l'autre ou des autres gérants lors de cette réunion dont l'appréciation est définitive et sans appel.

8.5 Aucun conflit d'intérêts ne dispense le gérant concerné de son fonction ni n'exonère le gérant de sa responsabilité et aucun conflit n'annule les actes accomplis par le gérant avant la survenue du conflit ni n'affecte le pouvoir de représenter et engager la société sous réserve de et conformément à l'Article 10.

Art. 9. Responsabilité et indemnité des gérants.

9.1 Sous réserve de et conformément à l'article 192 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales, tout gérant est responsable, avec ses cogérants, des décisions du conseil de gérance, à moins qu'il n'ait fait consigner sa dissidence aux procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et au procès-verbal de la prochaine assemblée générale, sauf dispositions légales contraires.

9.2 Sauf dispositions légales contraires et sous réserve de l'Article 9.1, aucun gérant ne répondra des actes, des négligences ou des manquements d'un autre gérant, ni de la perte, du préjudice ou des frais subis par la société dans l'exercice des fonctions de ce gérant, à moins que ces événements ne surviennent parce qu'il n'a pas agi honnêtement et de bonne foi, dans l'intérêt de la société, et qu'il n'a pas montré le soin, la diligence et la compétence qu'une personne raisonnablement prudente montrerait dans des circonstances similaires.

9.3 Un gérant ou ancien gérant de la société ou d'une société du groupe peut être indemnisé sur les avoirs de la société en réparation de:

(a) toute responsabilité encourue par cette personne en relation avec une négligence, un manquement, la violation d'une obligation ou un abus de confiance à l'encontre de la société ou d'une société du groupe; et

(b) toute autre responsabilité encourue par cette personne en tant que dirigeant de la société ou d'une société du groupe.

9.4 Les gérants peuvent décider de souscrire et de maintenir une assurance, aux frais de la société, en faveur de tout gérant ou ancien gérant de la société ou d'une société du groupe pour toute perte ou responsabilité, qui a été ou peut être supportée par cette personne dans le cadre de ses fonctions ou pouvoirs en relation avec la société ou toute société du groupe.

9.5 Le présent Article 9 n'autorise pas une indemnité ou assurance qu'une disposition de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales ou de toute autre loi interdirait ou rendrait nulle.

Partie 4. Pouvoir d'engager et pouvoir de réserve.

Art. 10. Représentation.

10.1 Le conseil de gérance (ou, pour éviter tout malentendu, si la société n'a qu'un seul gérant, le gérant unique) représente et engage la société à l'égard des tiers et en justice.

10.2 Par ailleurs, deux gérants agissant conjointement représentent et engagent également la société.

Art. 11. Pouvoirs de délégation du conseil.

11.1 Le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière et les autres pouvoirs qui lui sont conférés, y compris le pouvoir de représenter et engager la société en ce qui concerne la gestion journalière, à toute personne ou personnes, dans les limites de ceux-ci, en ce qui concerne les questions ou territoires et selon les conditions et modalités, qu'il juge appropriés.

11.2 Si le conseil le spécifie, toute délégation peut autoriser une délégation ultérieure des pouvoirs du conseil par toute personne à qui ces pouvoirs sont délégués.

11.3 Le conseil peut révoquer toute délégation, en tout ou en partie, ou en modifier les conditions et modalités. Toute délégation est régie par les règles générales du mandat.

Art. 12. Pouvoir de réserve des associés et questions réservées.

12.1 Les associés peuvent, par voie de résolution ordinaire, enjoindre au conseil de gérance d'entreprendre ou de s'abstenir d'entreprendre une action déterminée.

12.2 Aucune résolution ne dispense les gérants de leurs fonctions ni n'exonère les gérants de leur responsabilité et aucune résolution n'annule les actes accomplis par les gérants avant l'adoption de la résolution ni n'affecte le pouvoir de représenter et engager la société sous réserve de et conformément à l'Article 10.

12.3 Les ventes, échanges ou autres aliénations de la totalité ou la quasi-totalité des biens de la société, qui n'interviennent pas dans le cours de sa liquidation, sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale mais le défaut de cette approbation ne rendant pas nulles ces ventes, échanges ou aliénations. L'assemblée générale peut autoriser la vente, l'échange ou l'aliénation et en fixer les conditions et modalités, ou autoriser le conseil de gérance à le faire.

Partie 5. Prise de décision par les associés.

Art. 13. Assemblées générales.

13.1 Les assemblées générales se tiennent à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la commune du siège social comme indiqué dans les avis de convocation.

13.2 Le conseil de gérance doit convoquer des assemblées générales annuelles. Les assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées par le conseil de gérance et partout associé.

13.3 Une assemblée générale (autre qu'une assemblée ajournée) doit être convoquée par avis d'au moins sept (7) jours civils (en excluant le jour de l'assemblée et le jour de l'envoi de l'avis). Une assemblée générale peut être convoquée à plus brève échéance que celle requise autrement si tous les associés y consentent.

13.4 Un avis de convocation à une assemblée générale doit être envoyé à:

(a) tous les associés et tous les gérants;

(b) tous les créanciers gagistes et usufruitiers à qui le droit de vote rattaché à une ou plusieurs parts sociales est attribué; et

(c) dans la mesure où ils sont en fonction, tous les commissaires aux comptes.

13.5 Un avis de convocation à une assemblée générale doit contenir:

- (a) le jour, l'heure et le lieu où se tiendra l'assemblée;
- (b) s'il est prévu que des associés participant par voie de conférence téléphonique, le numéro à composer et le code éventuel pour pouvoir accéder; et
- (c) l'ordre du jour de l'assemblée et notamment le texte des résolutions proposées au vote.

13.6 Le quorum nécessaire est atteint quel que soit le nombre de personnes physiquement présentes à l'assemblée générale, lorsqu'au moins une personne habile à voter à l'assemblée est présente ou représentée. Les propres parts sociales de la société et les parts sociales dont les droits ont été suspendus ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum éventuel, des votes exprimés et du capital social de la société (aux fins de la détermination du taux de présence).

13.7 Les associés peuvent participer à une assemblée générale par voie électronique, notamment par conférence téléphonique (communication bidirectionnelle en temps réel permettant aux associés de s'adresser à l'assemblée générale à partir d'un lieu éloigné). Sont réputés présents pour le calcul du quorum, des votes exprimés et du taux de présence, les associés qui participent ainsi. Si un ou plusieurs associés participent par voie électronique, les votes se font par appel nominal. Si tous les associés participent par voie électronique, l'assemblée est réputée se dérouler au siège social.

13.8 Sauf dispositions légales ou statutaires contraires, aucune résolution soumise à un vote n'est prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte, une seconde assemblée générale peut être convoquée, par lettre recommandée, et la résolution sera alors adoptée à la majorité simple des votes exprimés, quel que soit le pourcentage du capital social représenté à cette assemblée. En cas de partage des votes, le président de l'assemblée n'aura pas vote prépondérant.

13.9 Aucune contestation ne peut être soulevée quant à la qualification de toute personne votant lors d'une assemblée générale, sauf pendant l'assemblée à laquelle le vote contesté est présenté et tout vote qui n'a pas été rejeté lors de cette assemblée est valable. Toute objection doit être rapportée au président de l'assemblée, dont la décision est définitive.

13.10 Les associés peuvent adopter des résolutions par écrit, au lieu de les prendre en assemblée générale, si et tant que le nombre total d'associés ne dépasse pas vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé devra recevoir le texte des résolutions, par écrit ou autrement, et exprimera ses votes par écrit. L'Article 13.8 ci-dessus est applicable par analogie.

Art. 14. Résolutions en assemblées générales.

14.1 Toute résolution sur laquelle une assemblée générale doit se prononcer (et figurant dans la convocation) peut être modifiée par voie de résolution spéciale lors de cette assemblée.

14.2 Une résolution ordinaire sur laquelle une assemblée générale doit se prononcer peut être modifiée par voie de résolution ordinaire si:

- (a) un avis de la modification proposée est donné à la société par écrit par une personne habilitée à voter à l'assemblée générale qui doit se prononcer sur cette résolution, au moins quarante-huit heures avant que l'assemblée ait lieu (ou dans un intervalle plus court que le président de l'assemblée peut permettre); et
- (b) la modification proposée ne constitue pas, de l'avis raisonnable du président de l'assemblée, une modification matérielle de la portée de la résolution.

14.3 Une résolution spéciale sur laquelle une assemblée générale doit se prononcer peut être modifiée par voie de résolution ordinaire, si:

- (a) le président de l'assemblée propose la modification hors de l'assemblée générale qui doit se prononcer sur cette résolution; et
- (b) la modification ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour corriger une erreur grammaticale ou une autre erreur non substantielle dans la résolution.

14.4 Si le président de l'assemblée, agissant de bonne foi, décide à tort qu'une modification d'une résolution est irrégulière, l'erreur du président n'annule pas le vote portant sur cette résolution.

Partie 6. Comptabilité et finances.

Art. 15. Comptabilité.

15.1 L'exercice social de la société coïncide avec l'année civile.

15.2 Chaque exercice social, il est fait, sur les bénéfices nets de la société, un prélèvement de cinq pour cent (5 %), affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend du moment que ce pourcentage est entamé.

15.3 S'il y a plusieurs catégories de parts sociales, sans tenir compte des parts rachetées ou auto-détenues, la société devra tenir des comptes de primes distincts pour chaque catégorie. Les détenteurs de parts d'une catégorie auront un droit collectif, exclusif et proportionnel, sur un pied d'égalité, aux soldes créditeurs de leurs comptes de primes.

15.4 Conformément à l'Article 15.3 ci-dessus, la société tient un compte «primes supplémentaires volontaires» distinct pour chaque catégorie de parts sociales. Lorsque la société reçoit un apport en capitaux propres non rémunérés par des titres (dans le sens du Règlement grand-ducal du 10 juin 2009 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable

normalisé), d'un associé ou sur ordre de celui-ci, elle crédite au compte «primes supplémentaires volontaires» pertinent le montant total de l'apport en numéraire ou la valeur convenue de tout apport autre qu'en numéraire reçu.

Art. 16. Dividendes et autres distributions.

16.1 Sous réserve de l'Article 15.2, les bénéfices nets annuels sont mis à la disposition de l'assemblée générale mais un dividende de fin d'exercice ne doit pas être déclaré sauf si le conseil de gérance a émis une recommandation quant à son montant. Ce dividende ne doit pas dépasser le montant recommandé.

16.2 Sous réserve de et conformément à la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales, le conseil de gérance peut décider de payer un dividende intérimaire ou de faire une distribution autre qu'un dividende à partir des capitaux propres distribuables sur la base d'un état comptable préparé à cette occasion.

16.3 Chaque part sociale confère un droit identique dans la répartition des bénéfices et du boni de liquidation de la société.

16.4 Les associés peuvent déroger à l'Article 16.3 par rapport à une distribution donnée par résolution unanime, à condition toutefois qu'aucun associé ne peut être exclu ou exonéré, sur une base structurelle ou permanente, du partage des bénéfices ou des pertes de la société.

Partie 7. Modifications de structure.

Art. 17. Modification des statuts.

17.1 Sauf dispositions légales prévoyant des conditions ou des procédures qui sont plus restrictives et sous réserve des autres dispositions du présent Article 17, les présents statuts peuvent, par résolution spéciale, être modifiés afin:

- (a) de changer la forme juridique de la société;
- (b) de modifier l'objet social;
- (c) de réduire ou d'augmenter le capital social;
- (d) de créer de nouvelles catégories de parts sociales;
- (e) d'ajouter, de modifier ou de supprimer tous droits, privilèges, restrictions et conditions, y compris le droit à des dividendes accumulés, concernant tout ou partie des parts sociales, quelle que soit la catégorie;
- (f) de convertir des parts sociales d'une catégorie en parts sociales des autres catégories;
- (g) d'apporter, de modifier ou de supprimer des restrictions quant à l'émission, à la cession ou au droit de propriété des parts sociales; et
- (h) d'ajouter, de modifier ou de supprimer autrement toute disposition des statuts.

17.2 Lorsqu'il existe plusieurs catégories de parts sociales, sans tenir compte des parts rachetées ou auto-détenues, toute modification des statuts de la société altérant les droits attachés à une catégorie de parts sociales (y compris tout changement apporté à la procédure de modification des droits attachés à une catégorie de parts sociales) nécessite également l'approbation des associés qui détiennent les parts sociales de chacune des catégories concernées par cette modification. L'approbation est donnée par résolution spéciale adoptée séparément par les associés de chacune des catégories de parts sociales visées (et les conditions de majorité et de taux de présence s'appliquent par analogie à une telle résolution spéciale comme elles s'appliquent aux résolutions spéciales des associés).

17.3 Aucun associé ne peut être obligé d'augmenter sa participation dans la société.

17.4 Le changement de la nationalité de la société nécessite l'accord unanime des associés.

Art. 18. Différentes manières dont finit la société.

18.1 La société peut être dissoute par une résolution spéciale.

18.2 Sauf dispositions contraires expresses des présents statuts, la société n'est pas dissoute dans les cas mentionnés dans l'article 1865 du Code civil et la société continuerait dans chacun de ces cas.

Enfin, la comparante, agissant comme indiqué ci-avant et, le cas échéant, exerçant les pouvoirs attribués et dévolus à l'assemblée générale, a déclaré:

1. Douze mille cinq cents (12.500) Parts de Catégorie A, numérotées de 1 à 12500, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur 1.

Douze mille cinq cents (12.500) Parts de Catégorie B, numérotées de 12501 à 25000, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur 2.

Douze mille cinq cents (12.500) Parts de Catégorie C, numérotées de 25001 à 37500, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur 3.

Douze mille cinq cents (12.500) Parts de Catégorie D, numérotées de 37501 à 50000, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur 4.

Douze mille cinq cents (12.500) Parts de Catégorie E, numérotées de 50001 à 62500, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur 5.

Douze mille cinq cents (12.500) Parts de Catégorie F, numérotées de 62501 à 75000, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur 6.

Douze mille cinq cents (12.500) Parts de Catégorie G, numérotées de 75001 à 87500, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur 7.

Douze mille cinq cents (12.500) Parts de Catégorie H, numérotées de 87501 à 100000, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur 8.

Douze mille cinq cents (12.500) Parts de Catégorie I, numérotées de 100001 à 112500, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur 9.

Douze mille cinq cents (12.500) Parts de Catégorie J, numérotées de 112501 à 125000, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur 10.

Douze mille cinq cents (12.500) Parts de Catégorie K, numérotées de 125001 à 137500, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur 11.

Toutes ces parts sociales ont été libérées par un paiement en numéraire accepté par la société. Le paiement a été permis en n'importe quelle devise et le montant de cent trente-sept mille cinq cents euros (137.500,00 EUR) est à la disposition de la société, comme il a été prouvé au notaire soussigné.

2. Le premier exercice social de la société commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2014.

3. Le siège social de la société est établi au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

4. Les personnes suivantes sont les premiers gérants de la société:

- Ralf Gleisberg, né le 11 juin 1973 à Ludwigsburg (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au Sihlstrasse 20, 8021 Zurich, Suisse, pour un temps sans limitation de durée;

- Keith Patrick Greally, né le 5 février 1977 à Galway (Irlande), ayant son adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, pour un temps sans limitation de durée; et

- Maxence Philippe Alexis Monot, né le 8 décembre 1976 à Dijon (France), ayant son adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, pour un temps sans limitation de durée.

Le montant approximatif des frais, dépenses et rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à environ deux mille huit cents euros (2.800,00 EUR).

Moi, notaire soussigné ayant connaissance de la langue anglaise, je déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la demande de la comparante, celle-ci, agissant comme indiqué ci-avant, a stipulé qu'en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera seule foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de l'acte faite à la comparante, celle-ci a déclaré qu'elle comprend la portée et les conséquences et a ensuite signé la présente minute avec moi, notaire.

Signé: Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13404. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014162289/828.

(140185025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Lee Cooper International Management S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions (en liquidation).

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 159.479.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société Lee Cooper International Management S.à r.l. & Partners S.C.A., décidée par acte du notaire Maître Francis Kessler en date du 18 avril 2013, a été clôturée lors de l'assemblée générale ordinaire sous seing privé tenue en date du 30 septembre 2014.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164873/16.

(140187431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.
